

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/004444]

4 AVRIL 2024. — Décret relatif au financement
de la Recherche dans les établissements d'enseignement supérieur (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — DÉFINITIONS

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1° « Acteur de sensibilisation aux STEAM » : opérateur dont l'activité principale ou accessoire est la communication sur le rôle des sciences et des techniques ou l'augmentation de l'attractivité des études dans le domaine des STEAM ou l'amélioration de l'image des sciences et des carrières scientifiques ou techniques ;

2° « Administration » : l'administration en charge de la Recherche scientifique ;

3° « Aides de minimis » : les aides visées par le règlement (UE) n° 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

4° « ARES » : l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur visée à l'article 20 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

5° « Aspirant » : chercheur bénéficiant d'une bourse doctorale octroyée par le F.R.S.-FNRS lauréat d'un appel à candidatures « aspirants » ;

6° « Bourse de recherche » : soutien financier accordé à un étudiant qui prépare une thèse de doctorat ou à un post-doctorant pour une durée déterminée ;

7° « Centre interuniversitaire d'excellence » : ensemble de chercheurs de différentes universités qui collaborent de façon à être reconnus sur le plan international ;

8° « CHANGE » : programme de financement de projets de recherche du F.R.S.-FNRS dans le cadre de son Fonds de recherche fondamentale stratégique (FRFS), portés par une promotrice ou promoteur principal(e) relevant des Sciences Humaines et Sociales dans des thématiques stratégiques sociétales, comme par exemple les grandes transitions, ainsi que l'émergence d'approches interdisciplinaires ;

9° « Chercheur » : toute personne engagée, affiliée ou missionnée au sein d'un établissement d'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, ou par le F.R.S.-FNRS, ou par un hôpital universitaire pour mener une activité de recherche au sens de l'article 5 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. Le titulaire d'une bourse de doctorat ou de post-doctorat est également considéré comme étant un chercheur ;

10° « Clinicien-chercheur » : médecin spécialiste doctorant ou postdoctorant qui exerce une activité clinique dans un hôpital universitaire ou un service hospitalier reconnu comme universitaire et poursuit une activité de recherche à mi-temps ;

11° « Décret du 7 novembre 2013 » : décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

12° « EOS » : Programme de recherche fondamentale intercommunautaire « Excellence of science » basé sur une recherche d'excellence et couvrant tous les domaines scientifiques ;

13° « ESA » : école supérieure des arts visée à l'article 12 du décret du 7 novembre 2013 ;

14° « Etablissement d'enseignement supérieur » : établissement visé par les articles 10 à 12 du décret du 7 novembre 2013 ;

15° « F.R.S.-FNRS » : Fondation d'utilité publique, intitulée « Fonds de la Recherche scientifique - FNRS » dont le numéro d'entreprise est 885.324.344 ;

16° « Grade académique » : grade académique défini à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 41°, du décret du 7 novembre 2013 ;

17° « Haute école » : haute école visée à l'article 11 du décret du 7 novembre 2013 ;

18° « Mandat d'impulsion scientifique » : instrument de financement de projets de recherche pour soutenir de jeunes chercheurs permanents désireux de développer une unité scientifique au sein de leur institution universitaire dans un domaine d'avenir ;

19° « Mandat de recherche » : soutien financier, sous forme de bourse ou de contrat de travail, à durée déterminée ou indéterminée, offert par le F.R.S.-FNRS et permettant à une personne de se consacrer à sa recherche ;

20° « Organe de gestion de la haute école » : organe visé à l'article 2, 5°, du décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en hautes écoles ;

21° « Post-doctorant » : chercheur titulaire du grade de doctorat financé depuis maximum 10 ans et ne bénéficiant pas d'une nomination dans une université

22° « Projet de recherche » : projet visant à obtenir des connaissances ou des résultats nouveaux à partir de concepts (et de leur interprétation) ou d'hypothèses présentant un caractère original, dont le résultat est incertain et dont l'exécution est planifiée et les modalités de son financement établies. Un projet de recherche doit rencontrer cinq critères de base : la nouveauté, la créativité, l'incertitude, être systématique et transférable et reproductible ;

23° « STEAM » acronyme de science, technologies, ingénierie, arts et mathématiques ;

24° « Université » ou « université de la Communauté française » : université visée à l'article 10 du décret du 7 novembre 2013.

Art. 2. Le Gouvernement peut modifier les définitions énoncées à l'article 1^{er} à condition que la modification à réaliser résulte soit :

1° d'une modification apportée par un règlement ou une directive de l'Union européenne ;

2° de nouvelles normes édictées par l'Organisation de coopération et de développement économiques ;

3° de nouvelles normes édictées par l'Organisation mondiale de l'UNESCO ;

4° d'une modification apportée au décret du 7 novembre 2013.

TITRE II. — DU SUBVENTIONNEMENT DE LA RECHERCHECHAPITRE 1^{er}. — *Périmètre général*

Art. 3. Dans les conditions énoncées aux titres II, chapitres 2 et 4, titre III et titre IV, le Gouvernement, selon le cas, octroie ou peut octroyer des subventions aux établissements d'enseignement supérieur, pour :

- 1° financer des chercheurs ou des projets de recherche ;
- 2° financer l'acquisition d'infrastructures de recherche ;
- 3° octroyer des bourses de voyage à des doctorants ;
- 4° organiser ou participer à des réunions entre pairs actifs en recherche ;
- 5° financer des projets de sensibilisation aux STEAM.

Art. 4. Dans les conditions énoncées au titre II, chapitre 4, et au titre IV, le Gouvernement peut également octroyer une subvention pour financer des projets visés à l'article 3, 5°, à tout acteur de sensibilisation aux STEAM, autres que des établissements d'enseignement supérieur.

Art. 5. Dans les conditions énoncées au titre II, chapitre 3, et au titre IV, le Gouvernement octroie une subvention au F.R.S-FNRS afin de favoriser la recherche scientifique dans l'ensemble des domaines de la connaissance académique.

CHAPITRE 2. — *Financement direct de la recherche dans les établissements d'enseignement supérieur*Section 1^{re}. — *Fonds spéciaux pour la recherche dans les universités*

Art. 6. § 1^{er}. Chaque université constitue deux fonds :

- 1° un fonds spécial dédié à la recherche, intitulé « Fonds Spécial pour la Recherche (FSR) » ;
- 2° un fonds dédié aux actions de recherche concertée (ARC).

Une subvention annuelle est accordée aux universités pour financer ces fonds.

La subvention est répartie entre les universités dans les conditions fixées à l'alinéa 4 et aux articles 7 et 8.

La subvention visée à l'alinéa 2 est établie au minimum à :

- 1° 33.919.000 euros pour le FSR ;
- 2° 19.887.000 euros pour ARC.

A partir de l'année 2025, le montant de chaque subvention visée à l'alinéa 4 est calculé en adaptant le montant définitif de la subvention de l'année précédant l'année budgétaire concernée à l'indice santé (IS) selon la formule : IS de janvier de l'année budgétaire concernée divisé par IS de janvier de l'année budgétaire précédente.

§ 2 Le Gouvernement fixe les modalités de liquidation de la subvention.

§ 3. Les universités mettent en place un système de contrôle interne permettant d'assurer la bonne utilisation du financement accordé par la Communauté française, sans préjudice du contrôle des Commissaires et Délégués.

Art. 7. Chaque année, la subvention visée à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 4, 1°, est répartie entre les universités en fonction du rapport entre la moyenne quadriennale du nombre de grades académiques délivrés par chaque université et la moyenne quadriennale du nombre de grades académiques délivrés par l'ensemble des universités.

Les moyennes quadriennales visées à l'alinéa 1^{er} s'obtiennent en divisant par quatre la somme des grades académiques délivrés respectivement par l'université visée ou par l'ensemble des universités, pour l'année académique concernée et les trois années qui la précèdent.

Pour le calcul du nombre de grades académiques visé aux alinéas 1^{er} et 2, il n'est pas tenu compte du titre d'AESS (titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur).

Art. 8. § 1^{er}. Chaque année, 60 % de la subvention visée à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 4, 2°, sont répartis entre les universités en fonction du rapport entre la moyenne quadriennale du nombre de grades académiques délivrés par chaque université et la moyenne quadriennale du nombre de grades académiques délivrés par l'ensemble des universités.

Les moyennes quadriennales visées à l'alinéa 1^{er} s'obtiennent en divisant par quatre la somme des grades académiques délivrés respectivement par l'université visée ou par l'ensemble des universités, pour l'année académique concernée et les trois années qui la précèdent.

Dans le cas d'un doctorat délivré en co-tutelle entre deux universités de la Communauté française, le doctorat est comptabilisé pour moitié dans chacune des deux universités.

Pour le calcul du nombre de grades académiques visé aux alinéas 1 à 3, il n'est pas tenu compte du titre d'AESS (titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur).

§ 2. Chaque année, 20 % de la subvention visée à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 4, 2°, sont répartis entre les universités en fonction du rapport entre la moyenne quadriennale du nombre de grades académiques de troisième cycle délivrés par chaque université et la moyenne quadriennale du nombre de grades académiques de troisième cycle délivrés par l'ensemble des universités.

Dans le cas d'un doctorat délivré en co-tutelle entre deux universités de la Communauté française, le doctorat est comptabilisé pour moitié dans chacune des deux universités.

Les moyennes quadriennales visées à l'alinéa 1^{er} s'obtiennent en divisant par quatre la somme des grades académiques de troisième cycle délivrés respectivement par l'université visée ou par l'ensemble des universités, pour l'année académique concernée et les trois années qui la précèdent.

§ 3. Chaque année, 20 % de la subvention visée à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 4, 2°, sont répartis selon les critères suivants pondérés de manière égale :

1° la part respective de chaque université dans le montant total du financement issu du programme-cadre de recherche et développement de l'Union européenne octroyé à l'ensemble des universités ;

2° le rapport entre le nombre, en équivalent temps plein de chercheurs postdoctoraux en mobilité internationale IN et de chargés de recherche du F.R.S.-FNRS de chaque université et le nombre de ces chercheurs postdoctoraux à durée déterminée de l'ensemble des universités. Le niveau minimal d'engagement de ces chercheurs postdoctoraux s'élève à au moins 0,5 équivalent temps plein ;

3° le rapport entre le nombre, en équivalent temps plein, de membres du personnel académique du cadre avec un minimum de 0,5 équivalent temps plein, du personnel scientifique du cadre à temps plein et à titre définitif, des mandataires à durée indéterminée du F.R.S-FNRS de chaque université ayant soutenu leur thèse de doctorat dans une université hors Communauté française et le nombre de membres des personnels de mêmes catégories de l'ensemble des universités. Dans le cas d'un doctorat obtenu en co-tutelle entre une université de la Communauté française et une université hors Communauté française, le membre du personnel est comptabilisé comme ayant soutenu sa thèse de doctorat dans une université hors Communauté française. Ce rapport se calcule sur base des données relatives aux 10 dernières années disponibles et en prenant en considération les nouveaux engagés de l'année précédente en activité au 1^{er} février de l'année concernée.

Chaque critère visé à l'alinéa 1^{er} est pris en considération selon une moyenne quadriennale calculée en divisant par quatre les données de l'année académique concernée et celles des trois années qui la précèdent.

Art. 9. Chaque université prélève sur ses propres ressources, en ce compris l'allocation de fonctionnement, un montant minimum équivalent à 17,5 pourcents du montant de la subvention visée à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 4, 1°, qui lui est octroyée selon les modalités de calcul prévues à l'article 7 et affecte ce montant à la recherche scientifique.

A partir de l'année budgétaire 2024, le pourcentage visé à l'alinéa 1^{er} peut être modifié par le Gouvernement, au plus tard le 30 juin de l'année qui précède l'année visée, sans qu'il ne puisse toutefois être inférieur à 15 pourcents ni supérieur à 20 pourcents.

Art. 10. Chaque université consacre 10 pourcents de la subvention visée à l'article 6, § 1^{er} alinéa 4, 2°, qui lui est octroyée selon les modalités de calcul prévues à l'article 8 au financement d'actions de recherches concertées menées avec au moins une autre université de la Communauté française. Les 10 pourcents sont répartis sur une période de 3 ans correspondant à l'année N-1, l'année N et l'année N+1.

Art. 11. Les actions de recherche concertées doivent concourir à atteindre un ou plusieurs des objectifs suivants :

1° le développement, au sein des universités, de centres d'excellence en recherche fondamentale considérés comme prioritaires par celles-ci ;

2° le développement de centres interuniversitaires d'excellence ;

3° le développement, au sein des universités, de centres d'excellence pratiquant de manière intégrée la recherche fondamentale et la recherche appliquée.

Art. 12. Dans le cadre des missions qui lui sont confiées par les articles 21, alinéa 1^{er}, 11°, et 37 du décret du 7 novembre 2013, les universités transmettent à l'ARES, au plus tard pour le 30 juin de l'année précédant l'octroi de la subvention, les données nécessaires à la mise en place effective des modalités de répartition reprises aux articles 7 et 8, selon le cas. Ces données sont communiquées à l'administration.

Art. 13. Les subventions visées à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 4, sont destinées à couvrir des dépenses de personnel, d'équipement et de fonctionnement nécessaires à l'exécution du programme des recherches.

La part de financement consacrée aux dépenses de personnel durant la totalité des projets de recherche financés via le fonds visé à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, ne peut être inférieure à 50 pourcents du montant total de la subvention visée à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 4, 2°, octroyée à cette université.

Le Gouvernement précise la nature des dépenses admissibles couvertes par les subventions.

Art. 14. La bourse ou le contrat financé par les subventions octroyées en vertu de l'article 6 est prorogé pour une durée égale à celle de la suspension, soit pour cause de congé de maternité, de paternité, parental ou d'adoption, soit pour cause de congé de maladie d'une durée supérieure à 30 jours.

Art. 15. Les universités évaluent les projets de recherche qui leur sont soumis. Les universités définissent les critères d'évaluation en se basant notamment sur l'excellence et l'expérience des chercheurs ou de l'unité de recherche dans le ou les domaines auxquels touche le porteur du projet, en termes de qualité, de pertinence et de possibilité de mise en œuvre du projet.

Section 2. — Fonds de recherche hautes écoles (FRHE)

Art. 16. Une subvention annuelle d'un montant minimal de 2.332.000 d'euros est destinée à la recherche appliquée menée dans les hautes écoles. Ce montant est réparti entre les hautes écoles selon les modalités fixées à l'article 17.

A partir de l'année 2025 le montant prévu à l'alinéa 1^{er} est calculé en adaptant le montant définitif de la subvention de l'année précédant l'année budgétaire concernée à l'indice santé (IS) selon la formule : IS de janvier de l'année budgétaire concernée divisé par IS de janvier de l'année budgétaire précédente.

La subvention est destinée à couvrir des dépenses de personnel, d'équipement et de fonctionnement nécessaires à l'exécution du programme des recherches.

Le Gouvernement précise la nature des dépenses admissibles couvertes par la subvention.

Art. 17. § 1^{er}. Chaque année, le Gouvernement lance, dans le courant du mois de mars, un appel à projets visant à soutenir des projets de recherche des hautes écoles, sur la base des moyens prévus à l'article 16.

Est admissible le projet qui répond aux conditions suivantes :

1° il est déposé par une haute école de la Communauté française ;

2° le dossier de demande comprend, outre une description détaillée du projet de recherche, un budget prévisionnel, le cas échéant pluriannuel.

§ 2. L'appel à projet est diffusé, au moins sur le site internet de l'Administration et au plus tard soixante jours avant la date ultime d'introduction des projets. Cet appel à projet comprend au minimum les éléments suivants :

1° les informations devant figurer dans les projets à déposer telles que le descriptif du projet, la période de réalisation du projet, les éventuels droits de propriété intellectuelle nécessaire pour la mise en œuvre du projet, le budget demandé pour réaliser le projet ;

2° les critères d'évaluation des projets :

a) la qualité scientifique des projets, à concurrence de 60% de la pondération ;

b) leur impact sociétal, à concurrence de 30% de la pondération ;

c) leur qualité de mise en œuvre, à concurrence de 10% de la pondération ;

3° la composition du jury ;

4° la manière dont le jury classe les projets en fonction des critères d'évaluation dans l'hypothèse où les projets auraient la même cotation finale ;

5° la date limite de dépôt des projets ;

6° le délai dans lequel le jury se réunit, ce délai ne pouvant dépasser six mois après la date limite de dépôt des projets.

§ 3. Le Gouvernement détermine la composition du jury de sélection qui regroupe des représentants des Hautes Ecoles, de l'ARES, du F.R.S.-FNRS, de l'administration, des milieux socio-économiques et du Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions.

Le jury classe les projets selon les critères visés au § 2, 2° et 4°.

Le jury propose également le montant du financement des projets classés et les soumet au Gouvernement qui retient les projets classés et finançables dans la limite des crédits disponibles.

Section 3. — L'acquisition d'infrastructures de recherche

Art. 18. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut octroyer une subvention à un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur pour leur permettre d'acquérir une infrastructure de recherche permettant de mener à bien des activités de recherche scientifique ou dans le domaine des Arts.

Par infrastructure de recherche, l'on entend les installations, les ressources et les services associés utilisés par la communauté scientifique pour mener des recherches dans ses domaines de compétence. Cette définition englobe les équipements scientifiques et le matériel de recherche, les ressources cognitives comme les collections, les archives et les informations scientifiques structurées, les infrastructures habilitantes fondées sur les technologies de l'information et de la communication, les infrastructures de calcul, les logiciels et les systèmes de communication, ainsi que tous les autres moyens nécessaires pour mener les recherches. Ces infrastructures peuvent être implantées sur un seul site ou être réparties sur plusieurs sites. Dans ce dernier cas, l'on parlera d'un réseau organisé de ressources.

Chaque acquisition d'infrastructure relative à un domaine particulier de recherche doit faire l'objet d'un projet commun à l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur actifs dans ce domaine. La répartition de la subvention entre les établissements d'enseignement supérieur est alors établie sur base du coût des équipements de la partie de l'infrastructure qui se retrouveront dans les bâtiments de chaque établissement d'enseignement supérieur, même si l'infrastructure forme un ensemble cohérent et indissociable.

Art. 19. La subvention visée à l'article 18 est octroyée aux conditions suivantes :

1° le prix à payer pour l'exploitation ou l'utilisation de l'infrastructure à des fins économiques doit correspondre au prix du marché ;

2° en dehors de l'accès à des bases de données, l'accès à l'infrastructure doit être ouvert à tous les établissements d'enseignement supérieur et est accordé sur une base transparente et non discriminatoire précisant entre autres les plages horaires disponibles et le coût d'utilisation ;

3° les infrastructures de recherche doivent permettre d'effectuer des recherches financées dans le cadre du présent décret ;

4° lorsqu'une infrastructure de recherche exerce à la fois des activités économiques et des activités non économiques, le financement, les coûts et les revenus de chaque type d'activités sont comptabilisés séparément, sur la base de principes de comptabilisation des coûts appliqués de manière cohérente et objectivement justifiables.

Art. 20. Les subventions visées à l'article 18 sont destinées à couvrir des dépenses de d'équipement et de fonctionnement nécessaires à l'acquisition des infrastructures.

Le Gouvernement précise la nature des dépenses admissibles et détermine les modalités de liquidation de la subvention.

CHAPITRE 3. — Financement de la recherche dans les établissements d'enseignement supérieur au travers du F.R.S.-FNRS

Section 1^{re}. — Missions et outils financiers du F.R.S.-FNRS

Art. 21. § 1^{er}. La subvention annuelle accordée au F.R.S.-FNRS est destinée à favoriser la recherche scientifique dans l'ensemble des domaines de la connaissance académique. A ce titre :

1° il octroie et gère :

a) des mandats et des bourses de recherche ;

b) des crédits aux chercheurs sous la forme de subsides de fonctionnement et d'équipements scientifiques ;

2° il octroie et gère les crédits pour :

a) des projets de recherche ;

b) des missions scientifiques ;

c) des participations à des congrès scientifiques à l'étranger ;

d) des séjours scientifiques à l'étranger,

e) l'organisation de congrès, de colloques et de réunions à caractère scientifique ;

f) des groupes de contacts et écoles doctorales ;

g) des publications scientifiques ;

h) des collaborations scientifiques internationales ;

i) des activités de développement de la recherche fondamentale ;

j) des infrastructures et des équipements scientifiques ;

3° il assure la promotion auprès des chercheurs des programmes européens de recherche et d'innovation auxquels des chercheurs de la Communauté française participent et appuie les chercheurs pour la participation à ces programmes au travers du National Contact Point (NCP-F.R.S.-FNRS) et via l'octroi d'une aide au montage de projets européens ;

4° il suit et analyse la carrière des chercheuses et chercheurs des universités au travers de l'observatoire de la recherche et des carrières scientifiques (ORCS) ;

5° il participe au financement du Programme de recherche fondamentale intercommunautaire « Excellence of Science » (EOS) ;

6° dans le but d'accentuer l'intérêt du public pour la recherche et de mettre en évidence l'utilité de la science, il développe des actions de communication sur la recherche fondamentale menée en Communauté française.

§ 2. Dans le cadre de ses missions définies au paragraphe 1^{er}, le F.R.S.- FNRS :

1° entretient des relations régulières avec l'administration et le Ministre en charge de la Recherche scientifique ;

2° participe activement aux groupes de travail mis en place par l'administration en vue d'une plus grande coordination des actions et des acteurs de la recherche scientifique ;

3° fournit les statistiques et résultats d'enquêtes sur ses missions ;

4° favorise la mobilité internationale entrante et sortante, les contacts, partenariats et les projets internationaux ;

5° soutient les infrastructures de recherche, y compris le cofinancement dans le cas des programmes d'investissement européens et internationaux ;

6° soutient la recherche dans le domaine des arts au sein des ESA ;

7° soutient les consortiums interuniversitaires et intercommunautaires dans le cadre du programme « EOS ».

Art. 22. § 1^{er}. L'observatoire de la recherche et des carrières scientifiques (ORCS) est chargé de suivre et d'analyser la carrière des chercheuses et chercheurs des universités au travers d'enquêtes et via différents croisements de données, ainsi que le processus d'abandon de la carrière scientifique ou académique et l'insertion professionnelle des jeunes titulaires d'un diplôme de doctorat.

L'observatoire de la recherche et des carrières scientifiques (ORCS) peut également servir d'organisme de référence en bibliométrie et en statistiques sur la recherche scientifique en Communauté française et répondre ponctuellement aux organismes de la Communauté française qui auraient besoin de chiffres dans le domaine.

§ 2. Un comité d'accompagnement, composé d'un représentant de chaque université, d'un représentant du Ministre ayant la Recherche scientifique dans ses attributions, d'au minimum un représentant de l'administration et d'un représentant de l'observatoire de la recherche et des carrières scientifiques (ORCS), a pour objectif de se tenir informé de l'évolution des projets de l'observatoire de la recherche et des carrières scientifiques (ORCS), de discuter des problèmes éventuels, de suggérer des améliorations et évolutions potentielles de l'observatoire de la recherche et des carrières scientifiques (ORCS) et de mener une réflexion quant aux aspects relatifs à la bibliométrie.

Art. 23. Un National Contact Point (NCP-F.R.S. – FNRS) est constitué au sein du F.R.S.-FNRS pour aider les acteurs de l'enseignement supérieur de la Communauté française à participer au programme-cadre pluriannuel mis en place par l'Union européenne pour la recherche et l'innovation. Il récolte également les statistiques anonymisées quant à la présence des chercheurs de la Communauté française dans ces différents programmes, en ce compris les données générées.

A cette fin, le National Contact Point (NCP-F.R.S.-FNRS) peut entretenir des contacts étroits avec les Nationaux Contact Point constitués au niveau de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale.

Section 2. — Soutien financier de la Communauté française

Art. 24. Le Gouvernement octroie annuellement au F.R.S.-FNRS une subvention d'un montant minimal de 172.459.000 euros.

Chaque année, le montant de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} est adapté aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en le multipliant par un taux d'adaptation calculé selon la formule : Indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée divisé par Indice santé de janvier 2023.

Cette subvention permet exclusivement de financer dans le respect des conditions énoncées à l'article 25 :

1° les instruments de financement renseignés à l'article 21, § 1^{er} ;

2° les fonds associés du F.R.S.-FNRS comme le Fonds de la Recherche en Arts (FRART), le Fonds pour la recherche en sciences humaines (FRESH), le Fonds pour la formation à la Recherche dans l'Industrie et dans l'Agriculture (FRIA) et le Fonds Excellence of Science (EOS).

Le Gouvernement fixe les modalités de liquidation de la subvention.

Art. 25. § 1^{er} Le Conseil d'administration du F.R.S.-FNRS décide de l'affectation de la subvention annuelle qui lui est octroyé en vertu de l'article 24. Cependant, il ne peut pas consacrer plus de huit pourcents de la subvention annuelle à ses frais de fonctionnement. Il doit en outre affecter les montants minimaux suivants aux catégories renseignées ci-après :

1° soutien aux chercheurs financés par le F.R.S.-FNRS : 83.451.000 euros répartis comme suit :

a) doctorants : 21.351.000 euros dont, à l'intention :

i) aspirants du F.R.S.-FNRS : 5.500.000 euros ;

ii) chercheurs du Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture (FRIA) : 15.851.000 euros ;

b) postdoctorants (chargés de recherches et collaborateurs scientifiques) : 8.000.000 euros ;

c) chercheurs permanents (minimum 423 postes) : 54.000.000 euros ;

d) crédit de fonctionnement aux chercheurs : 100.000 euros ;

2° aide à la recherche dans les universités : 46.904.000 euros, ce qui comprend :

a) les projets de recherches individuels et collectifs, les mandats d'impulsion scientifique (MIS), les crédits de recherche : 16.200.000 euros ;

b) clinicien-chercheurs : 2.494.000 euros ;

c) équipement et infrastructures, y compris un lissage annuel de l'octroi des grands équipements dans le cadre d'un appel tri-annuel : 3.500.000 euros ;

- d) divers (groupes de contact, publications, écoles doctorales, aide au montage de projets européens, ...) : 300.000 euros ;
- e) Fonds Excellence of Science (EOS) : 15.428.000 euros ;
- f) Fonds pour la recherche en Arts (FRART) : 649.000 euros ;
- g) Fonds pour la recherche des chercheurs dans les sciences humaines (FRESH) : 8.333.000 euros ;
- 3° aide à la recherche internationale (recherche collaborative, partenariats, instruments de mobilité et de diffusion) : 4.100.000 euros ;
- 4° financement de l'ORCS : 250.000 euros ;
- 5° financement du National Contact Point (NCP-F.R.S.-FNRS) : 280.000 euros.

Les montants renseignés à l'alinéa premier sont adaptés chaque année aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en les multipliant par un taux d'adaptation calculé selon la formule : Indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée divisé par Indice santé de janvier 2023.

Par dérogation à l'alinéa premier, le plafond de 8 pourcents pour les frais de fonctionnement peut être dépassé, sur accord du Gouvernement, pour des dépenses extraordinaires temporaires.

§ 2. Le Conseil d'administration fixe les règles relatives à sa composition. Celle-ci comporte notamment les recteurs, deux chercheurs choisis parmi les titulaires d'un mandat ou d'une bourse de recherche du F.R.S.-FNRS et des hautes personnalités scientifiques.

La gestion journalière du Fonds national de la Recherche scientifique est assurée par un secrétaire général désigné, pour un mandat renouvelable de cinq ans, par le conseil d'administration.

Toutefois, la personne exerçant la fonction visée à l'alinéa 2 au jour de l'entrée en vigueur du présent décret, demeure désignée à durée indéterminée. Elle fait l'objet d'une évaluation périodique par le conseil d'administration, selon les modalités et la fréquence déterminées par le Gouvernement.

Sous-section 1^{re}. — Financement spécifique de la recherche dans le domaine des Arts

Art. 26. Le montant réservé au Fonds pour la recherche en Arts (FRART) est destiné à couvrir des dépenses de personnel, d'équipement et de fonctionnement permettant de mener les projets de recherche dans le domaine des Arts.

Les projets de recherche financés par le Fonds pour la recherche en Arts (FRART) sont menés par des artistes-chercheurs titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur artistique, ou d'un diplôme équivalent, ou faisant preuve d'une pratique de recherche dans le domaine des arts reconnue. Ils sont menés à titre individuel ou collectif, en dehors de tout doctorat, et sont validés par une ou plusieurs ESA. Les recherches financées par le Fonds pour la recherche en Arts (FRART) peuvent être menées par des équipes pluridisciplinaires constituées également de chercheurs titulaires d'un diplôme universitaire.

Art. 27. Le Fonds de la recherche en Arts (FRART) est doté de l'autonomie comptable et d'un conseil d'administration.

Art. 28. Le conseil d'administration du Fonds pour la recherche en Arts (FRART) arrête le règlement relatif à la procédure de soumission et fixe les critères d'éligibilité, de sélection et d'évaluation des projets de recherche qu'il finance.

Art. 29. Chaque année, le conseil d'administration du Fonds pour la recherche en Arts (FRART) établit un rapport sur son activité et sur l'utilisation qu'il a fait des moyens mis à sa disposition par la Communauté française.

Sous-section 2. — Financement de la formation des chercheurs dans l'industrie et l'agriculture

Art. 30. Les bourses doctorales du Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture (FRIA) sont réservées à des diplômés de l'enseignement universitaire qui se destinent à faire carrière dans la recherche, dans l'industrie ou dans l'agriculture et qui, dans ce but, poursuivent dans les universités des études conduisant au doctorat.

Art. 31. Le Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture (FRIA) est doté de l'autonomie comptable et d'un conseil d'administration.

Art. 32. Le conseil d'administration du Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture (FRIA) arrête le règlement relatif à l'octroi des bourses de formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture, en particulier les conditions d'éligibilité et de sélection et d'évaluation des candidatures.

Art. 33. Chaque année, le conseil d'administration du Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture (FRIA) établit un rapport sur son activité et sur l'utilisation qu'il a fait des moyens mis à sa disposition par la Communauté française.

Sous-section 3. — Financement des chercheurs dans les sciences humaines

Art. 34. Le montant réservé au Fonds pour la recherche des chercheurs dans les sciences humaines (FRESH) est destiné à couvrir des bourses doctorales et des mandats postdoctoraux, ainsi que des infrastructures, équipements ou projets de recherches collaboratives impliquant des dépenses autres que du personnel, dans les domaines du secteur des sciences humaines.

Par recherche collaborative, l'on entend une recherche qui suppose la contribution des praticiens à la démarche d'investigation d'un objet de recherche, démarche le plus souvent encadrée par des chercheurs universitaires.

Les bourses doctorales du Fonds pour la recherche des chercheurs dans les sciences humaines (FRESH) sont réservées à des diplômés de l'enseignement universitaire qui se destinent à mener, à partir des outils des sciences humaines et sociales, des projets de recherche fondamentale à impact social et qui, dans ce but, poursuivent dans une université, des études conduisant au doctorat.

Art. 35. Le Fonds pour la recherche des chercheurs dans les sciences humaines (FRESH) est doté de l'autonomie comptable et d'un conseil d'administration.

Le conseil d'administration du Fonds pour la recherche des chercheurs dans les sciences humaines (FRESH) arrête le règlement relatif à l'octroi des bourses et des mandats de recherche en particulier leurs conditions d'éligibilité, de sélection et d'évaluation.

Art. 36. Chaque année, le conseil d'administration du Fonds pour la recherche des chercheurs dans les sciences humaines (FRESH) établit un rapport sur son activité et sur l'utilisation qu'il a fait des moyens mis à sa disposition par la Communauté française.

Sous-section 4. — Fonds Excellence of Science (EOS)

Art. 37. § 1^{er}. Le montant réservé au Fonds Excellence of Science (EOS) est destiné à couvrir des dépenses de personnel, d'équipement et de fonctionnement nécessaires à la réalisation du projet.

§ 2. Le Fonds Excellence of Science (EOS) a pour objectifs :

1° de stimuler les interactions scientifiques intercommunautaires et renforcer les liens entre universités relevant de différentes entités fédérées pour former des consortiums de groupes de recherche sur des projets pluriannuels de recherche ;

2° de développer ou créer des collaborations entre groupes de recherche fondamentale d'universités relevant de différentes entités fédérées et de favoriser la complémentarité entre ces équipes ;

3° de soutenir la présence de jeunes chercheurs dans les groupes de recherche fondamentale visées au 2°.

Art. 38. Le Fonds Excellence of Science (EOS) est doté de l'autonomie comptable et d'un comité de gestion.

Le comité de gestion du Fonds Excellence of Science (EOS) arrête le règlement relatif à l'octroi des projets, en particulier les conditions d'éligibilité et de sélection et d'évaluation des projets.

Art. 39. Chaque année, le comité de gestion établit un rapport sur son activité et sur l'utilisation qu'il a fait des moyens mis à sa disposition par la Communauté française.

Section 3. — Conditions d'éligibilité des bourses de recherche, des mandats postdoctoraux et des mandats de chercheurs permanents

Art. 40. § 1^{er}. Le F.R.S.-FNRS octroie des bourses doctorales, des mandats postdoctoraux à durée déterminée et des mandats de chercheurs permanents.

§ 2. Le candidat à une bourse doctorale doit être titulaire d'un grade académique de master 120 crédits ou bénéficié d'une décision d'équivalence donnant accès aux études de troisième cycle. L'étudiant qui a inscrit dans son programme annuel tous les crédits manquants pour être titulaire d'un diplôme menant à ces grades peut également se porter candidat à une bourse doctorale. La bourse doctorale est octroyée pour une durée maximale de six ans.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le F.R.S.-FNRS octroie des bourses doctorales d'une durée maximale de six ans aux enseignants de l'enseignement secondaire afin de leur permettre d'achever un travail de recherches en vue de l'obtention d'un doctorat dans l'une des universités.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le F.R.S.-FNRS octroie des mandats de recherche mi-temps de vétérinaire clinicien-chercheur doctorant aux titulaires d'un grade académique de médecin vétérinaire poursuivant une activité hospitalière à mi-temps. Ces mandats sont octroyés pour une durée maximale de six ans.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le F.R.S.-FNRS octroie des mandats mi-temps de candidat spécialiste doctorant aux titulaires d'un grade académique de médecin poursuivant une activité hospitalière à mi-temps, tout en réalisant des études conduisant à l'obtention d'un doctorat dans un des domaines de la santé. Ces mandats sont octroyés pour une durée maximale de huit ans.

§ 3. Le candidat à un mandat de recherche de niveau postdoctoral à durée déterminée doit être titulaire d'un doctorat, obtenu après soutenance d'une thèse, délivré par une institution universitaire. Les mandats de recherche sont octroyés pour une durée maximale de huit ans.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 2 et 3, le F.R.S.-FNRS octroie un soutien financier permettant à des cliniciens-chercheurs de faire de la recherche doctorale ou postdoctorale à mi-temps. Le soutien financier est octroyé pour une durée maximale de huit ans. Ce soutien peut éventuellement être prolongé pour une durée de quatre ans renouvelable pour les cliniciens-chercheurs de niveau postdoctoral ayant déjà bénéficié d'un soutien financier.

§ 5. Le candidat à un mandat de chercheur permanent doit être titulaire d'un doctorat, obtenu après soutenance d'une thèse, délivré par une institution universitaire.

Art. 41. La bourse ou le mandat dont l'exécution est suspendue soit pour cause de congé de maternité, de paternité, parental ou d'adoption, soit pour cause de congé de maladie d'une durée supérieure à 30 jours peut être prorogé pour une durée égale à celle de la suspension.

Le F.R.S.-FNRS détermine les modalités pratiques prenant en considération la situation des personnes visées à l'alinéa 1^{er} dans le calendrier des appels en vue de l'attribution ou du renouvellement d'une bourse ou d'un mandat.

Section 4. — Modalités de sélection des candidatures aux catégories visées à l'article 25

Art. 42. § 1^{er}. Le F.R.S.-FNRS détermine pour chaque catégorie visée à l'article 25, à l'exception des catégories visées à l'article 25, § 1^{er}, 2°, *d*), et 3°, 4° et 5°, les conditions auxquelles le candidat ou le projet doit répondre.

Ces conditions sont reprises dans un règlement, lequel doit au minimum établir :

1° les critères essentiels de sélection et d'évaluation, tels que les qualités du demandeur, les qualités du projet de recherche et l'environnement de recherche de même que, le cas échéant, les impacts sociaux ou industriels dans le cadre d'un financement à imputer sur le Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture (FRIA) ;

2° le montant maximal de l'aide, compte tenu des dépenses admissibles ;

3° la manière dont le nombre de projets soutenus est limité pour des raisons d'excellence et de budget disponible ;

4° les modalités d'organisation des appels à candidatures ;

5° la durée de l'aide et les éventuelles possibilités de prolongation pour des raisons objectives ;

6° les modalités d'octroi de l'aide.

Le règlement est soumis à publicité.

§ 2. Concernant les projets relevant des catégories visées à l'article 25, § 1^{er}, 2°, *d*), 3°, 4° et 5°, à l'exception des écoles doctorales, le F.R.S.-FNRS établit un règlement qui précise au minimum :

1° le montant maximal de l'aide par bénéficiaire ;

2° les modalités d'introduction des demandes.

Le règlement est soumis à publicité.

§ 3. En ce qui concerne les écoles doctorales, le F.R.S.-FNRS leur octroie un budget annuel qui vise à financer des activités liées à la formation doctorale. Le montant auquel chaque école doctorale peut prétendre est déterminé annuellement en concertation avec la Commission des écoles doctorales instituée au sein du F.R.S.-FNRS.

Art. 43. § 1^{er}. L'analyse des dossiers des candidats et des projets relevant des catégories visées à l'article 25, à l'exception des catégories visées à l'article 25, § 1^{er}, 1^o, a), 2^o, d), f), g) et 3^o, s'effectue sur base des critères de sélection et d'évaluation et est réalisée en deux étapes :

1^o des experts internationaux (c'est-à-dire affiliés à une institution en dehors de la Communauté française) évaluent chaque projet déposé ;

2^o une commission scientifique ou un jury évalue et classe l'ensemble des projets sur base des avis rendus par les experts internationaux.

La commission scientifique ou le jury peut émettre des recommandations portant sur le budget à allouer à chaque projet.

Le F.R.S.-FNRS décide de l'allocation et du budget de l'aide accordée à chaque candidat ou projet sur la base du classement établi et des recommandations éventuelles en application du § 1^{er}, 2^o.

§ 2. Concernant les projets des catégories visées à l'article 25, § 1^{er}, 2^o, d), et 3^o, le F.R.S.-FNRS vérifie que les demandes respectent les conditions d'octroi.

§ 3. La sélection des projets relevant de la catégorie visée par l'article 25, § 1^{er}, 2^o, f), est réalisée comme suit :

1^o une évaluation en deux étapes : par des experts mandatés par les ESA pour chaque projet de recherche puis par un comité artistique international pour l'ensemble des projets ;

2^o une évaluation sur les auteurs de projets de recherche et sur les projets ;

3^o une évaluation basée uniquement sur l'excellence de la recherche artistique.

§ 4. La sélection des projets relevant des catégories visées par l'article 25, § 1^{er}, 1^o, a) et 2^o, g), est réalisée comme suit :

1^o des experts évaluent chaque projet déposé ;

2^o une commission scientifique ou un jury évalue et classe l'ensemble des projets.

La commission scientifique ou le jury peut émettre des recommandations portant sur le budget à allouer à chaque projet.

Le F.R.S.-FNRS décide de l'allocation et du budget de l'aide accordée à chaque candidat ou projet sur la base du classement établi et des recommandations éventuelles en application du § 4, 2^o.

Section 5. — Contrôle de l'utilisation de la subvention

Art. 44. § 1^{er}. Le Gouvernement nomme un Commissaire du Gouvernement et un Délégué du Gouvernement auprès de chacun des conseils d'administration du F.R.S.-FNRS et de ses fonds associés :

1^o le Commissaire du Gouvernement est nommé sur proposition du Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions. Il contrôle si l'utilisation de la subvention prévue à l'article 24 est conforme au présent décret ;

2^o le Délégué du Gouvernement est nommé sur proposition du Ministre qui a le Budget dans ses attributions. Il exerce la même fonction de contrôle que le Commissaire du Gouvernement pour les décisions ayant une incidence budgétaire ou financière.

§ 2. Le Commissaire et le Délégué du Gouvernement sont invités à toutes les réunions du conseil d'administration et, au même titre que leurs membres, sont informés en temps utile de l'ordre du jour et de tous documents y afférents.

Ils sont autorisés à obtenir tous documents et informations relatifs à la gestion du F.R.S.-FNRS et de ses fonds associés qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mandat.

§ 3. Sauf les cas d'urgence spécialement motivée qu'il accepte, le Commissaire et le Délégué du Gouvernement reçoivent dix jours avant la réunion, l'ordre du jour complet ainsi que tous les documents relatifs aux points qui relèvent de leur compétence. Il a le droit d'obtenir la communication des dossiers soumis pour ces points aux délibérations des conseils d'administration.

Le Commissaire du Gouvernement exerce un droit de recours auprès du Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions contre toute décision d'un des conseils du F.R.S.-FNRS et de ses fonds associés qu'il estime contraire aux lois, décrets et arrêtés ou à l'intérêt général.

Le Délégué du Gouvernement exerce un droit de recours auprès du Ministre qui a le Budget dans ses attributions contre toute décision d'un des conseils d'administration du F.R.S.-FNRS et de ses fonds associés qu'il estime contraire aux lois, décrets et arrêtés ou à l'intérêt général.

Les recours visés aux alinéas 2 et 3 sont exercés dans les cinq jours calendriers qui suivent la notification écrite de la décision au Commissaire ou Délégué du Gouvernement.

Le recours est notifié simultanément au président du conseil d'administration concerné.

L'exécution de la décision est suspendue par les recours visés aux alinéas 2 et 3.

Dans les trente jours suivant la notification de l'introduction du recours, le conseil d'administration concerné fait connaître au Ministre concerné ses observations sur le recours.

Dans les trente jours de la réception des observations du conseil d'administration concerné, le Ministre concerné peut infirmer cette décision. Le Ministre concerné en informe le président du conseil d'administration en cause.

Dans ce cas, le conseil d'administration concerné est informé de la décision au cours de sa prochaine réunion. Il est tenu de proposer des solutions alternatives au Ministre concerné avant toute nouvelle prise de décision.

§ 4. Le F.R.S.-FNRS fournit un rapport d'activités annuel précisant la façon dont ont été remplies les missions et présentant le résultat de son action auprès des établissements d'enseignement supérieur. Ce rapport est présenté au Parlement.

Le rapport d'activités recense notamment :

1^o les ressources du F.R.S.-FNRS ;

2° pour chaque catégories visées à l'article 25 :

- a) le nombre de demandes ;
- b) le nombre d'octrois ;
- c) les dépenses correspondantes ;
- d) le taux de succès par institution ;
- e) le taux de succès en fonction du genre ;
- f) le taux de financement par la Communauté française ;

3° les dispositions prises par le F.R.S.-FNRS pour garantir un juste financement des trois grands domaines de la recherche que sont les sciences humaines et sociales, les sciences de la vie et les sciences exactes et naturelles.

Le rapport validé par le F.R.S.-FNRS est disponible en version numérique et envoyé à l'administration à la fin du mois de mars de chaque année, pour les résultats de l'année antérieure.

Une version simplifiée est publiée sur le site du F.R.S.-FNRS.

§ 5. Les comptes du F.R.S.-FNRS sont vérifiés par un Commissaire aux comptes désigné parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

CHAPITRE 4. — *Circulation et partage des connaissances entre chercheurs et avec le grand public*

Section 1^{re}. — Sensibilisation aux Sciences, techniques, engineering, arts et mathématiques (STEAM)

Sous-Section 1^{re}. — Organisation d'évènements de sensibilisation aux sciences et aux STEAM

Art. 45. Le Gouvernement alloue annuellement un montant de 431.000 euros à l'organisation du « Printemps des Sciences ».

Cet événement a pour objet de promouvoir l'importance des sciences et renforcer l'attractivité des études proposées par les établissements d'enseignement supérieur dans le domaine scientifique et en particulier des STEAM.

Art. 46. Ce montant est réparti entre les établissements d'enseignement supérieur à concurrence de 71.000 euros pour l'établissement qui pilote l'organisation de cette activité au cours de l'année en cours. Le solde restant, soit 360.000 euros, est réparti en fonction des dépenses reprises dans le plan coordonné visé à l'article 47.

Art. 47. § 1^{er}. Un plan coordonné pour l'évènement « Printemps des Sciences », est établi, chaque année, pour le 15 octobre de l'année N-1.

Ce plan est établi par les établissements d'enseignement supérieur participant à l'organisation de l'évènement, les établissements scientifiques de la Communauté française et les chercheurs francophones du Jardin botanique de Meise ainsi que le Musée de Mariemont.

Il est transmis au Ministre ayant la Recherche scientifique dans ses attributions pour information.

Il comprend les actions à mener visant à promouvoir les sciences et les études proposées par les établissements d'enseignement supérieur dans le domaine scientifique et en particulier des STEAM.

§ 2. Le plan détaille, également, pour chaque établissement, les dépenses permettant de répartir le solde restant visé à l'article 46, à savoir :

- 1° les dépenses de personnel relatives aux membres du personnel de l'établissement et des étudiants jobistes, dans la mesure où ils sont affectés à la réalisation du projet ;
- 2° les coûts des instruments et du matériel nécessaire à la réalisation du projet ;
- 3° les coûts de services d'expertise et de services équivalents utilisés exclusivement pour la réalisation du projet ;
- 4° les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de la réalisation du projet ;
- 5° les frais nécessaires à la publicité des événements du projet, plafonnés à 71.000 euros, et versés au coordinateur du plan d'actions.

Les coûts visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 4°, se limitent à la charge annuelle d'amortissement de l'équipement, à l'exclusion du prix d'achat.

Art. 48. Le plan coordonné doit être préalablement approuvé par un comité d'accompagnement qui rassemble :

- 1° un représentant du ou de la Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions ;
- 2° un représentant du ou de la Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions ;
- 3° un représentant du ou de la Ministre qui a l'Education dans ses attributions ;
- 4° un représentant de l'administration ;
- 5° maximum 5 représentants des universités, désignés par la chambre des universités de l'ARES ;
- 6° maximum 4 représentants des hautes écoles, désignés par la chambre des hautes écoles de l'ARES ;
- 7° maximum 4 représentants des ESA, désignés par la chambre des écoles supérieures des arts de l'ARES.

Des représentants du pôle « Politique scientifique » du Conseil Economique, Social et Environnemental de Wallonie et du Conseil de la Politique Scientifique de la Région de Bruxelles-Capitale sont invités à participer au comité d'accompagnement.

Le représentant du Ministre en charge de la Recherche scientifique assure la présidence du comité d'accompagnement.

Art. 49. Le Gouvernement précise la nature des dépenses admissibles.

Le Gouvernement fixe les modalités de liquidation de la subvention.

Sous-Section 2. — Financement d'actions ponctuelles de sensibilisation aux STEAM

Art. 50. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement peut accorder à tout acteur de sensibilisation aux STEAM, des subventions portant sur des projets qui ont pour objet de rendre plus attractive les études y correspondantes et qui visent soit :

- 1° à communiquer sur le rôle des STEAM dans le monde d'aujourd'hui ;
- 2° à attirer les jeunes vers les études et les carrières dans les domaines STEAM ;
- 3° à lutter contre les stéréotypes genrés.

Ces subventions constituent des aides au sens de l'article 1^{er}, 3°.

Le Gouvernement informe le bénéficiaire de la subvention du caractère de minimis de cette aide et le bénéficiaire lui fournit les informations complètes sur les autres aides de minimis qu'il a reçues au cours des trois années précédentes.

Le Gouvernement est habilité à fixer les modalités d'introduction des demandes de subvention.

Art. 51. Est admissible le projet qui répond à chacune des conditions suivantes :

- 1° il est déposé par un porteur de projet représentant un acteur de sensibilisation aux STEAM ayant au moins un siège d'activité sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- 2° il a comme objectif majeur la communication sur le rôle des sciences et des techniques dans le monde d'aujourd'hui ou l'attractivité des études au travers des STEAM ;
- 3° il n'est pas réservé à un public de spécialistes ;
- 4° il contient une description du contenu de l'activité et de l'approche adoptée ;
- 5° il contient un exposé des profils des personnes qui seront affectées à la réalisation du projet ;
- 6° il contient un plan de travail comportant le calendrier de travail et la description des différentes tâches à réaliser ;
- 7° il contient un plan financier ;
- 8° il contient un plan de communication.

Art. 52. L'évaluation du projet porte au minimum sur les critères suivants :

- 1° la qualité de la présentation et de la rédaction du projet ;
- 2° l'adéquation du personnel, notamment en termes de diplôme et d'expérience professionnelle, ainsi que l'adéquation de l'encadrement scientifique, technique et fonctionnel, affectés au projet ;
- 3° l'expérience de ou des acteurs de sensibilisation éligibles à la fois dans le domaine thématique et le secteur de la communication scientifique ;
- 4° l'adéquation des ressources par rapport au projet ;
- 5° la prise en compte du facteur genre ;
- 6° l'impact escompté auprès du public-cible ;
- 7° la qualité d'un éventuel partenariat avec d'autres acteurs du secteur de la communication scientifique et technique ou de l'orientation professionnelle ;
- 8° la démarche dans laquelle le projet s'inscrit : communication ciblée sur l'apport sociétal des sciences et techniques en lien avec les centres d'intérêts et valeurs spécifiques de chacun, ainsi que la demande de sens des plus jeunes, au départ d'applications scientifiques et techniques concrètes, ou encore visant à améliorer l'image des carrières scientifiques ou techniques afin de les rendre accessibles et attractives pour le plus grand nombre ;
- 9° la dimension inter- ou pluridisciplinaire, le cas échéant avec des disciplines des sciences humaines et sociales ou artistiques ;
- 10° le montage financier, en cas de sources de financement multiples.

Art. 53. Les dépenses admissibles sont les suivantes :

- 1° les dépenses du personnel lié par un contrat de travail ou d'intérim, dans la mesure où ce personnel est affecté à la réalisation du projet ;
- 2° les coûts des instruments et du matériel nécessaires à la réalisation du projet ;
- 3° les coûts de services d'expertise et de services équivalents utilisés exclusivement pour la réalisation du projet ;
- 4° les frais généraux additionnels supportés directement par la réalisation du projet ;
- 5° les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de la réalisation du projet ;
- 6° les frais nécessaires à la publicité du projet.

La partie non couverte par la subvention peut notamment être financée par les éventuelles recettes liées au projet, par d'autres interventions publiques ou privées et par des apports en nature valorisés au prix du marché.

*Section 2. — Financement de la circulation et du partage des connaissances entre pairs**Sous-Section 1^{re}. — Financement de bourses de voyage dans le cadre d'une thèse de doctorat*

Art. 54. Le Gouvernement octroie chaque année un montant de 162.000 euros aux universités.

Ce montant est réparti entre universités selon la clé de répartition définie à l'article 8 du présent décret.

La subvention vise à couvrir des séjours de moyenne durée, à savoir de 2 mois minimum à 6 mois maximum, au sein d'une structure d'accueil en-dehors de la Communauté française, pour les chercheurs universitaires préparant une thèse de doctorat.

Art. 55. § 1^{er}. Les lauréats des bourses de voyage sont désignés, au sein de chaque université, par appel à candidature rendu public sur le site de l'université, faisant clairement apparaître les critères d'évaluation et de sélection et la pondération de ceux-ci.

Chaque université fixe son calendrier de sélection ainsi que ses propres modalités de soumission des candidatures.

§ 2. Dans le respect des critères généraux et de la pondération suivante, les universités fixent de commun accord les critères spécifiques leur permettant de retenir les projets déposés par les candidats en vue de les classer. Les projets sont classés en fonction des critères généraux et de la pondération suivante sans que le total de la pondération de ces 3 critères ne dépasse 100 % :

- 1° le profil du candidat (entre 30 et 40%) ;
- 2° le projet de séjour proposé (entre 30 et 40%) ;
- 3° l'impact pour l'internationalisation de l'université (entre 30 et 40%).

Les bourses sont réparties dans l'ordre du classement des candidats en commençant par le mieux classé jusqu'à épuisement du montant de la subvention visée à l'article 54.

Art. 56. La subvention visée à l'article 54 sert à couvrir les frais admissibles suivants :

- 1° les frais d'inscription (au sein d'une université ou d'un centre de recherche ou à des colloques et séminaires organisés en dehors de la Communauté française) ;
- 2° les frais de transport aller-retour entre le lieu de résidence et le lieu de séjour ;
- 3° les frais de logement ;
- 4° les frais d'obtention de visa.

Art. 57. Le candidat doit être régulièrement inscrit au doctorat, au sein de l'université qui lance l'appel à candidatures, au moment de l'introduction de la demande. Il ne peut pas avoir défendu sa thèse de doctorat avant la fin du séjour à l'étranger.

Le séjour à l'étranger doit être réalisé entre le 1^{er} mai de l'année académique au cours de laquelle est lancé l'appel à candidatures et le 12 septembre de l'année académique suivante.

Un lauréat ne peut recevoir qu'une seule bourse de voyage visée à l'article 55 tout au long de sa thèse de doctorat. Les candidats qui n'ont pu bénéficier d'une bourse de voyage sont autorisés à présenter une nouvelle candidature lors d'un appel ultérieur.

Art. 58. Le montant maximum octroyé par lauréat est de 4.000 euros pour un séjour dans un pays de l'Union européenne et de 5.000 euros pour un séjour hors Union européenne.

Art. 59. L'université se charge d'effectuer le versement de la bourse de voyage sur le compte bancaire des lauréats retenus.

Le paiement se réalise en deux tranches :

- 1° la première tranche correspond à 70 pourcents du montant de la bourse et est liquidé après transmission par le bénéficiaire d'une copie de son titre de transport à destination de la structure d'accueil ;
- 2° la seconde tranche correspond au solde et est liquidée, après remise d'un rapport de séjour et des pièces justificatives originales transmises. Le rapport du séjour vise à apprécier dans quelle mesure les objectifs fixés pour le séjour ont été atteints.

Les universités déterminent de commun accord les rubriques devant figurer dans le rapport de séjour et permettant de justifier le montant de la bourse de voyage octroyé.

Sous-Section 2. — Du financement de la participation à des réunions d'échanges entre pairs actifs en recherche dans le cadre de leurs travaux de recherche

Art. 60. § 1^{er} Le Gouvernement consacre annuellement 168.000 euros afin de financer l'organisation de réunions ou la participation des chercheurs à des réunions qui permettent une rencontre et un échange entre pairs autour de recherches développées dans les établissements d'enseignement supérieur.

Pour être éligibles à la subvention, les réunions doivent participer au partage et à l'échange des connaissances issues de la recherche. Ces réunions doivent revêtir un caractère public et peuvent être organisées en présentiel ou en distanciel. Elles doivent faire l'objet d'une publicité préalable adaptée à leur spécificité.

Les réunions ne peuvent en aucun cas être limitées à la participation des chercheurs d'un seul établissement.

Les activités de vulgarisation scientifique, les conférences ou les spectacles sans public expert ne sont pas éligibles.

Les réunions visées à l'alinéa 1^{er} peuvent impliquer des parties prenantes extérieures aux établissements d'enseignement supérieur directement concernées par le processus de recherche.

§ 2. Le montant visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est réparti entre les différents types de bénéficiaires comme suit :

- 1° 6.000 € pour l'ensemble des ESA ;
- 2° 15.000 € pour l'ensemble des hautes écoles ;
- 3° 147.000 € pour l'ensemble des universités.

Le montant visé au § 2, alinéa 1^{er}, 1°, est octroyé à une association qui a pour objet de fédérer la recherche au sein des ESA.

Le montant visé au § 2, alinéa 1^{er}, 2°, est octroyé à une association qui a pour objet de fédérer la recherche au sein des hautes écoles.

Le montant visé au § 2, alinéa 1^{er}, 3°, est réparti entre les universités selon la clé de répartition prévue à l'article 8.

Les associations visées au § 2, alinéas 2 et 3, doivent avoir pour mission de :

- 1° promouvoir la recherche et l'innovation issues des établissements qu'elles représentent ;
- 2° renforcer la mise en réseau des acteurs de la recherche issus de ces établissements tels que les enseignants, les chercheurs et les étudiants ;
- 3° défendre les intérêts de ces établissements ;
- 4° accompagner les acteurs de la recherche de ces établissements au montage de projets, à la négociation des contrats de recherche et développement, à la protection, l'exploitation et la valorisation des résultats.

Les associations visées au § 2, alinéas 2 et 3, et les universités, sont respectivement chargées de lancer un appel à projets pour les établissements qu'elles représentent et de répartir la subvention reçue entre les lauréats sélectionnés selon les modalités définies aux articles 61 à 66.

Art. 61. Tout chercheur affilié, engagé ou missionné au sein d'un établissement d'enseignement supérieur ou par le F.R.S.-FNRS ou ses fonds associés, est éligible au subside visé à l'article 60, selon les conditions suivantes :

- 1° le candidat présente une communication lors d'une réunion visée à l'article 60 ;
- 2° le candidat est invité en tant qu'animateur, modérateur ou président de chaire ou de session par les organisateurs de la réunion ;
- 3° le candidat est membre du comité organisateur de la réunion.

Par communication, l'on entend l'exposé fait à un groupe de chercheurs lors d'un congrès, d'un séminaire ou autre réunion, sous forme d'information écrite ou orale.

Art. 62. L'objet principal de la réunion visée à l'article 60 doit consister en la dissémination et l'échange entre pairs de connaissances issues de la recherche.

A titre complémentaire, la réunion peut poursuivre des objectifs liés à la formation des chercheurs.

Tous les types formels de communication sont éligibles, en fonction notamment des disciplines scientifiques et des domaines artistiques, du type de recherche (recherche scientifique fondamentale, stratégique ou appliquée et recherche en art) et du public concerné (public de pairs ou intégrant des usagers ou des citoyens).

Des réunions ne visant pas spécifiquement des retombées pour le participant ne peuvent en aucun cas être soutenues dans le cadre du financement visé à l'article 60. On entend par retombée une amélioration des compétences et capacités cognitives et intellectuelles apportant une plus-value aux différents aspects du métier de chercheur.

Art. 63. Les réunions visées à l'article 60 doivent être destinées principalement à un public de chercheurs internationaux, sauf si le caractère national de la réunion se justifie pour des raisons scientifiques, artistiques ou liées à l'impact technologique, économique, social et/ou culturel des initiatives de recherche concernées.

Par public international, l'on entend des pairs actifs dans la recherche dans plusieurs pays en-dehors de la Belgique.

Art. 64. Le financement visé à l'article 60 est un montant forfaitaire de 500 euros si la réunion se déroule sur le territoire de l'Union européenne ou si la réunion se tient en distanciel et de 1.500 euros si la réunion se déroule en dehors du territoire de l'Union européenne.

Art. 65. Le financement visé à l'article 60 sert à couvrir les dépenses suivantes :

- 1° pour la participation aux réunions visées à l'article 60 : les frais de séjour, les frais de déplacement d'œuvre et de matériel, les frais d'inscription ;
- 2° pour l'organisation de réunions visées à l'article 60 : les frais de secrétariat et d'interprétariat, les frais liés à l'organisation matérielle, y compris les frais de mise en exposition ou liés à la présentation de performances ;
- 3° pour la participation et l'organisation : la réalisation de podcasts, le matériel de promotion, la publication d'actes liés à la réunion uniquement s'ils sont directement accessibles en libre accès conformément au décret du 3 mai 2018 visant à l'établissement d'une politique de libre accès aux publications scientifiques (Open Access).

Le subside visé à l'article 60 ne peut pas couvrir le programme d'activités sociales éventuellement lié à l'organisation de la réunion.

Art. 66. Une sélection préliminaire est réalisée par les universités, et les associations visées à l'article 60, § 2, alinéas 2 et 3, qui transmettent des listes restreintes de réunions à l'administration.

En aucun cas, les propositions ne peuvent dépasser le budget alloué tel que renseigné à l'article 60.

Le Gouvernement détermine les modalités de vérification des conditions fixées aux articles 60 à 65.

CHAPITRE 5. — *Des organes de coordination de la Recherche au sein des établissements d'enseignement supérieur*

Section 1^{re}. — Conseil de recherche dans les universités

Art. 67. Pour la mise en œuvre de leur politique de recherche, les universités disposent, entre autres, des ressources financières suivantes :

- 1° une partie des allocations de fonctionnement allouées par la Communauté française, sur base des dispositions de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires ;
- 2° les subventions accordées à l'université ou aux membres de son personnel dans le cadre des financements alloués au travers des Fonds gérés par le F.R.S.-FNRS ;
- 3° la subvention accordée à l'université par la Communauté française au titre des Fonds spéciaux de la Recherche et des actions de recherche concertées ;
- 4° la subvention accordée à l'université par la Communauté française au titre de financement de la participation à des réunions d'échanges entre chercheurs dans le cadre de leurs travaux de recherche ;
- 5° la subvention accordée à l'université par la Communauté française au titre de financement de bourses de voyage dans le cadre d'une thèse de doctorat ;
- 6° les autres moyens financiers de recherche alloués directement ou indirectement à l'université ou aux membres de son personnel par la Communauté française ou d'autres pouvoirs publics belges ou européens ;
- 7° les sommes provenant de tous les autres contrats de recherche accomplis au sein de l'université dont notamment ceux conclus avec des entreprises, des pouvoirs publics ou des organismes internationaux ainsi que les prestations pour tiers ;
- 8° les montants non versés au titre de précompte professionnel en raison de l'article 275/3 du Code des Impôts sur les Revenus ;
- 9° les sommes provenant de la valorisation des résultats et des droits générés par les travaux de recherche à charge d'un financement public ;
- 10° les sommes provenant de legs et de dons destinés à la recherche, de la valorisation économique de travaux scientifiques ainsi que d'autres moyens destinés à la recherche provenant des revenus propres de l'université.

Art. 68. § 1^{er}. Il est institué, au sein de chaque université, un conseil de recherche.

§ 2. L'université établit les modalités de composition et de fonctionnement du conseil de recherche, compte tenu des règles suivantes :

1° le conseil de recherche comprend des membres qui forment une représentation multidisciplinaire du personnel enseignant et du personnel scientifique, en ce compris le personnel scientifique travaillant dans l'université sur base d'un contrat extérieur. Les membres du conseil de recherche représentant le personnel scientifique doivent être titulaires du grade académique de doctorat ;

2° le conseil de recherche ne comprend pas plus de deux tiers de membres de même genre ;

3° le conseil d'administration ou le conseil académique désigne le président du conseil de recherche ;

4° le Commissaire ou le Délégué du Gouvernement, désigné en application de l'article 1^{er} du décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires et le délégué du Ministre qui a le Budget dans ses attributions peuvent assister aux réunions du conseil de recherche ;

5° l'administrateur général de l'université ainsi que le directeur du département de la recherche de l'université peuvent assister aux réunions avec voix consultative.

Art. 69. § 1^{er}. Le conseil de recherche fournit des avis au conseil d'administration ou au conseil académique sur la politique de recherche de l'université. Le conseil de recherche veille, sous le contrôle du conseil d'administration, à l'administration générale des moyens de recherche de l'université.

§ 2. Le conseil de recherche peut donner des avis au conseil d'administration ou à l'organe qui par délégation du conseil d'administration reçoit les subventions et passe les contrats au nom de l'université, sur tous les projets de recherche que l'université ou les membres du personnel travaillant en son sein envisagent d'exécuter avec les subventions ou autres moyens financiers visés à l'article 67 éventuellement après avoir entendu le porteur de projet.

L'avis du conseil de recherche a trait aux conséquences des projets proposés sur la politique de recherche de l'université ainsi que sur la qualité du projet de recherche, en ce compris notamment l'environnement de recherche, les questions éthiques ou l'adéquation des moyens. Il peut être joint à la demande de financement concernée.

§ 3. Le conseil d'administration ou l'organe qui par délégation du conseil d'administration reçoit les subventions et passe les contrats au nom de l'université peut demander un avis au conseil de recherche sur les projets que l'université ou les membres du personnel travaillant en son sein, envisagent d'exécuter avec les moyens financiers visés à l'article 67.

§ 4. Le conseil de recherche fait des propositions au conseil d'administration sur l'affectation des moyens financiers visés à l'article 67.

§ 5. Le conseil de recherche soumet chaque année au conseil d'administration ou au conseil académique, au plus tard le 30 septembre, un rapport de ses activités concernant la dernière année civile écoulée. Ce rapport comporte :

1° les programmes de recherche qui ont été menés dans l'université et les moyens financiers y affectés, classés selon les ressources financières énumérées à l'article 67 ;

2° les dispositions prises par l'université pour satisfaire aux prescrits de la présente section ;

3° les dispositions prises par l'université pour garantir un juste financement des trois grands domaines de la recherche que sont les sciences humaines et sociales, les sciences de la vie et les sciences exactes et naturelles ;

4° la répartition des bénéfices issus de la valorisation des résultats des recherches.

Après approbation par le conseil d'administration et au plus tard pour le 31 octobre, le rapport est communiqué au Ministre ayant la Recherche scientifique dans ses attributions et à l'administration.

Art. 70. Le conseil de la recherche assiste le conseil d'administration des universités dans l'administration des fonds spéciaux pour la recherche et des actions de recherche concertées.

Section 2. — Cellule de coordination de la recherche au sein des hautes écoles

Art. 71. Pour la mise en œuvre de leur politique de recherche, les hautes écoles disposent notamment, outre la part de leur allocation globale qu'elles y affectent, des ressources financières suivantes :

1° les subventions accordées à l'institution dans le cadre du Fonds de recherche hautes écoles ;

2° les autres moyens financiers de recherche alloués directement ou indirectement à l'institution ou aux membres de son personnel par la Communauté française ou d'autres pouvoirs publics belges ou européens ;

3° les subventions accordées à la haute école au titre de financement de la participation à des réunions d'échanges entre chercheurs dans le cadre de leurs travaux de recherche ;

4° les sommes provenant de tous les autres contrats de recherche accomplis au sein de l'institution dont notamment ceux conclus avec des entreprises ou des organismes internationaux ou des prestations pour tiers ;

5° les montants non versés au titre de précompte professionnel en raison de l'article 275/3 du Code des Impôts sur les Revenus ;

6° les sommes provenant de la valorisation des résultats et des droits générés par les travaux de recherche à charge d'un financement public ;

7° les sommes provenant de legs et de dons destinés à la recherche, de la valorisation économique de travaux scientifiques ainsi que d'autres moyens destinés à la recherche provenant des revenus propres de la haute école.

Art. 72. § 1^{er}. Il est institué, au sein de chaque haute école, une cellule de coordination de la recherche.

Deux ou plusieurs hautes écoles peuvent constituer ensemble une seule cellule de coordination de la recherche.

§ 2. L'organe de gestion de la haute école établit les modalités de composition et de fonctionnement de la cellule de coordination de la recherche ou conclut une convention avec une ou plusieurs autres hautes écoles, compte tenu des règles suivantes :

1° la cellule de coordination de la recherche comprend des membres qui forment une représentation multidisciplinaire du personnel enseignant qui exerce des activités de recherche ;

2° la cellule de coordination de la recherche ne comprend pas plus de deux tiers de membres de même sexe ;

3° la cellule de coordination de la recherche est présidée par un Directeur-Président ou son délégué.

Art. 73. § 1^{er}. La cellule de coordination de la recherche fournit des avis à l'organe de gestion de la haute école sur la politique de recherche de la haute école. Elle veille, sous le contrôle de l'organe de gestion de la haute école, à l'administration générale des moyens de recherche de la haute école.

§ 2. La cellule de coordination de la recherche peut donner des avis à l'organe de gestion de la haute école, sur tous les projets de recherche que la haute école ou les membres du personnel travaillant en son sein envisagent d'exécuter avec les subventions ou autres ressources financières visées à l'article 71, éventuellement après avoir entendu le porteur de projet.

L'avis de la cellule de coordination de la recherche a trait aux conséquences des projets proposés sur la politique de recherche de la haute école ainsi que sur la qualité du projet de recherche, en ce compris notamment l'environnement de recherche, les questions éthiques ou l'adéquation des moyens. Il peut être joint à la demande de financement concernée.

§ 3. Les organes de gestion de la haute école ou l'organe qui, par délégation des organes de gestion de la haute école, peuvent demander un avis à la cellule de coordination de la recherche sur les projets que la haute école ou les membres du personnel travaillant en son sein, envisagent d'exécuter avec les moyens financiers visés à l'article 71.

§ 4. La cellule de coordination de la recherche soumet chaque année aux organes de gestion de la haute école, au plus tard le 31 août, un rapport de ses activités concernant la dernière année civile écoulée.

Ce rapport comporte :

- 1° l'analyse des activités de recherche exécutées dans la haute école ;
- 2° les programmes de recherche qui ont été menés dans la haute école en ce compris le personnel et les moyens financiers y affectés, classés selon les ressources financières énumérées à l'article 71 ;
- 3° un tableau synoptique du nombre des membres du personnel pouvant bénéficier d'une dispense de versement de précompte ;
- 4° la répartition des bénéfices issus de la valorisation des résultats des recherches, le cas échéant.

Après approbation par l'organe de gestion de la haute école, le rapport est communiqué au Ministre ayant la Recherche scientifique dans ses attributions et à l'administration.

TITRE III. — RECHERCHE INTERNATIONALE - FINANCEMENT DES « CELLULES EUROPE »

Art. 74. Le Gouvernement octroie chaque année une subvention de 5 millions d'euros portant sur :

- 1° l'engagement de professionnels capables d'appréhender la spécificité des programmes et projets européens et de monter des projets de recherche ;
- 2° des activités de formation, de préparation, de dépôt, de négociation et de promotion d'un projet de recherche qui serait déposé ou redéposé auprès d'une institution ou d'un organisme international ou supranational afin d'obtenir un financement ou une reconnaissance.

A cette fin, sont créées des "cellules Europe", chargées du support aux chercheurs pour la veille, l'information, le montage, la mise en œuvre des programmes et projets financés par la Commission Européenne.

Chaque université crée en son sein une "cellule Europe" qui comprend au minimum un équivalent temps plein.

Pour les hautes écoles, une "cellule Europe" commune est créée et comprend au minimum deux équivalents temps plein. Elle est hébergée au sein d'une instance qui a pour but de fédérer la recherche au sein des hautes écoles et leurs centres de recherche associés et qui rassemble la totalité des hautes écoles et des centres de recherche associés. Cette instance aura pour mission de :

- 1° promouvoir la recherche et l'innovation issues des hautes écoles et de leurs centres de recherche associés ;
- 2° renforcer la mise en réseau des acteurs de la recherche issus des hautes écoles et de leurs centres de recherche associés ;
- 3° défendre les intérêts des hautes écoles et de leurs centres de recherche associés et les représenter sur les questions d'innovation, de recherche et de développement ;
- 4° sensibiliser les partenaires à la recherche en hautes écoles ;
- 5° accompagner les acteurs de la recherche en hautes écoles au montage de projets, à la négociation des contrats de recherche et développement, à la protection, l'exploitation et la valorisation des résultats ;
- 6° contribuer à la formation continue des chercheurs et des enseignants, sur les matières liées à la recherche.

Les universités et les hautes écoles mettent en place des actions de sensibilisation spécifique à destination des femmes afin de les inciter à participer aux programmes et projets financés par la Commission Européenne.

Le budget de fonctionnement permettant de réaliser les actions identifiées à l'alinéa 1^{er}, 2^o, est réparti entre les cellules Europe en fonction du nombre de chercheurs au sein du ou des établissements dont s'occupe la cellule Europe et du nombre de dossiers déposés auprès des instances européennes tels que figurant dans les statistiques publiées au niveau européen. Toutefois, le montant accordé à chaque cellule doit être au minimum de 190.000 euros par cellule.

Le Gouvernement fixe la clé de répartition de la subvention entre les bénéficiaires.

Art. 75. La subvention visée à l'article 74 est accordée aux établissements d'enseignement supérieur ou à toute association créée pour fédérer et promouvoir la recherche issue de ces établissements.

Art. 76. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention visée à l'article 74 sont les suivantes :

- 1° le recours à des experts externes pour le screening des instruments financiers européens mobilisables, pour la recherche de partenaires, pour l'évaluation des profils et des dossiers, pour le coaching, la relecture ou la traduction des projets, l'accompagnement de la mise en œuvre ;
- 2° la création au sein de l'établissement d'enseignement supérieur d'un instrument permettant de se libérer en tout ou en partie de sa charge ou d'une partie de sa charge pédagogique pour permettre la rédaction ou la coordination de propositions de projets européens ;
- 3° la prise en charge des projets d'excellence retenus pour financement par la Commission européenne et qui ne peuvent être financés faute de moyens ;
- 4° l'apport d'un complément financier aux projets de formation et de mobilité des chercheurs ne couvrant pas l'entièreté du salaire des chercheurs ou la quatrième année de doctorat ;

5° le financement pendant deux ans au maximum de chercheurs internationaux ou nationaux ayant obtenu un " Seal of Excellence " dans certains appels afin de leur permettre de resoumettre une proposition améliorée ;

6° le cofinancement de projets européens impliquant de la recherche et financés par d'autres directions générales de la Commission Européenne que la DG Recherche ;

7° les frais de consultance et de mobilité des chercheurs lors des réunions dédiées au montage d'un projet européen ;

8° la mise en place d'un instrument au sein de l'établissement d'enseignement supérieur pour les candidats aux projets de recherche financés par le Conseil européen de la Recherche ayant passé l'étape de l'interview ou pour des candidats déposant un premier dépôt de projet européen comme coordinateur ;

9° l'organisation de séminaires spécialisés pour la formation des chercheurs et de leurs équipes à l'écriture ou à la gestion de projet européen ;

10° le financement de séjours et de déplacements vers les universités pour des candidats internationaux préparant le dépôt d'un projet de recherche financés par le Conseil européen de la Recherche ou d'un projet d'Action de mobilité internationale Marie Skodowska-Curie pour chercheurs ou de partenaires étrangers participant au montage d'une proposition de projet d'Action de mobilité internationale Marie Skodowska-Curie (MSCA) pour formation de doctorants au sein d'un réseau innovant portée en Communauté française ;

11° les actions de visibilité des lauréats européens actifs en Communauté française ;

12° la publicité internationale pour les postes de chercheurs financés par les subventions publique européennes ;

13° toute autre dépense en lien direct avec les objectifs de la « cellule Europe » avec l'accord explicite de l'administration.

TITRE IV. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET CONDITIONS D'OCTROI DES SUBVENTIONS

Art. 77. Les projets de recherche soutenus dans le cadre du présent décret doivent avoir un impact nul ou positif sur les objectifs de développement durable établis par les États membres des Nations unies et qui sont rassemblés dans l'Agenda 2030.

Si un chercheur est amené à se déplacer, il privilégie le co-voiturage ou les transports en commun tel que le train. L'avion pourra être envisagé si la durée du temps de déplacement excède 5 heures.

Art. 78. Lorsqu'un établissement d'enseignement supérieur ou le F.R.S.-FNRS met en place un jury scientifique ou une commission scientifique dans le but d'examiner et de classer des demandes d'aides financées à partir des subventions octroyées par la Communauté française, il veille à ce qu'il n'y ait pas plus de deux tiers de membres de même genre au sein de ce jury ou de cette commission scientifique.

Toutefois, il peut déroger à l'obligation mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour les domaines de recherche dans lesquels la proportion de chercheurs d'un même genre est inférieure à 33% ou s'il peut apporter la preuve qu'il a consulté plusieurs membres du même genre considéré comme étant sous-représenté pour participer au jury ou à la commission afin de respecter le quota de deux tiers de membres du même genre.

Art. 79. Lorsqu'ils utilisent les moyens financiers mis à leur disposition par le décret, les établissements d'enseignement supérieur et le F.R.S.-FNRS s'engagent à mettre en œuvre les principes généraux et conditions de base selon la recommandation de la Commission européenne du 11 mars 2005 concernant la charte européenne du chercheur et un code de conduite pour le recrutement des chercheurs applicables aux employeurs et aux bailleurs de fonds.

Les établissements d'enseignement supérieur et le F.R.S.-FNRS, lorsqu'ils sont bénéficiaires des subventions, octroyées en application du présent décret, font mention du soutien de la Communauté française dans toutes leurs communications sur les initiatives et activités comme les communiqués de presse et leur site internet.

Les établissements d'enseignement supérieur et le F.R.S.-FNRS mettent en place les outils nécessaires pour maintenir un équilibre entre le financement dédié aux sciences humaines, la santé et les sciences naturelles et exactes.

Art. 80. Au début de chaque commission de sélection ou de promotion, dans le cadre de l'utilisation de moyens financiers issus du décret, les établissements d'enseignement supérieur et le F.R.S.-FNRS veillent à informer les membres de ladite commission sur les biais genrés implicites.

Art. 81. Dans le cadre de l'utilisation de moyens financiers issus du décret, les établissements d'enseignement supérieur et le F.R.S.-FNRS veillent à prendre en considération l'équilibre de genre dans les académiques invités lors d'événements, conférences et panels académiques.

Art. 82. Les activités ou demande d'aide financière pour lesquelles des subventions sont reçues en application du présent décret ne sont pas éligibles à l'octroi de subvention octroyées par la Communauté française ou par tout autre autorité s'il en résulte un double subventionnement des mêmes dépenses pour ces activités.

Art. 83. N'est pas visé par l'article 82 le cumul de subventions qui découle de dispositions légales ou réglementaires belges, d'accords entre l'Etat fédéral et les entités fédérées belges, d'accords entre entités fédérées belges ou d'accords internationaux ou supranationaux. Dans ce cas, l'ensemble de ces subventions ne peut excéder 100 pourcents des frais encourus par le bénéficiaire.

TITRE V. — EVALUATION DU PRÉSENT DÉCRET

Art. 84. Le Gouvernement fait procéder, tous les deux ans, à une évaluation externe de l'exécution du présent décret.

L'évaluation est produite sous la forme d'un rapport remis au Gouvernement.

Dans les trois mois qui suivent la réception du rapport, le Gouvernement le transmet pour information au Parlement.

TITRE VI. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 85. A l'article 24, alinéa 5, les mots « Fonds Excellence of Science (EOS) » sont remplacés par les mots « le Fonds de la recherche fondamentale stratégique (FRFS) ».

Art. 86. A l'article 25, alinéa 1^{er}, 2^o, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « 46.904.000 euros » sont remplacés par les mots « 46.476.000 euros » ;

2^o le a) est remplacé comme suit : « a) les projets de recherches individuels et collectifs, les mandats d'impulsion scientifique (MIS), les crédits de recherche : 25.200.000 euros dont 4 millions doivent être consacrés à la recherche collaborative avec la communauté flamande et 5 millions pour la recherche interdisciplinaire avec pour objectif de mieux intégrer le développement durable dans la recherche scientifique. »

3^o au e) les mots « Fonds Excellence of Science (EOS) : 15.428.000 euros » sont remplacés par les mots « Fonds de la recherche fondamentale stratégique (FRFS) : 6.000.000 euros ».

Art. 87. La sous-section 4 de la section 2, du chapitre 3, est remplacée par ce qui suit :

« Sous-section 4 - Fonds de la Recherche fondamentale stratégique

Art. 37. Par recherche fondamentale stratégique est visée toute recherche scientifique n'ayant pas en vue des applications immédiates.

Le F.R.S-FNRS détermine la thématique des appels à projets ou candidatures de CHANGE en concertation avec le Gouvernement.

Art. 38. Le Fonds de la Recherche fondamentale stratégique (FRFS) est doté de l'autonomie comptable et d'un conseil d'administration.

Le Conseil d'administration du Fonds de la Recherche fondamentale stratégique (FRFS) arrête le règlement relatif à l'octroi des projets de recherche en particulier les conditions d'éligibilité, de sélection et d'évaluation des projets.

Art. 39. Chaque année, le conseil d'administration du Fonds de la Recherche fondamentale stratégique (FRFS) établit un rapport sur son activité et sur l'utilisation qu'il a fait des moyens mis à sa disposition par la Communauté française. ».

Art. 88. A l'article 7 du décret du 3 mai 2018 visant à l'établissement d'une politique de libre accès aux publications scientifiques (Open Access), les mots « pour l'évaluation des publications des chercheurs et sous peine de nullité, les listes générées à partir des archives numériques institutionnelles selon le modèle adéquat pour le contexte spécifique à l'exclusion de toute autre liste. » sont remplacés par « pour l'évaluation des articles scientifiques publiés par les chercheurs et sous peine de nullité, les listes générées à partir des archives numériques institutionnelles et dont le texte intégral est disponible en accès ouvert dans les archives, selon le modèle adéquat pour le contexte spécifique et à l'exclusion de toute autre liste, le cas échéant dans la limite des embargos définis par le décret, à savoir six mois pour une publication dans le domaine des sciences, des techniques et de la médecine humaine ou vétérinaire et douze mois dans celui des sciences humaines et sociales. ».

Art. 89. Dans l'article 5 du décret du 7 novembre 2013, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. La recherche scientifique fondamentale désigne des travaux de recherche expérimentaux ou théoriques entrepris principalement en vue d'acquérir de nouvelles connaissances sur les fondements des phénomènes et des faits observables, sans envisager une application ou une utilisation particulière. Elle s'organise dans les Universités. La recherche scientifique appliquée désigne des travaux de recherche originaux entrepris en vue d'acquérir de nouvelles connaissances et dirigés principalement vers un but ou un objectif pratique déterminé. Elle est entreprise pour déterminer les utilisations possibles des résultats de la recherche fondamentale, ou pour établir des méthodes ou modalités nouvelles permettant d'atteindre des objectifs précis et déterminés à l'avance. Elle implique de prendre en compte les connaissances existantes et de les approfondir afin de résoudre des problèmes concrets.

Les résultats de la recherche appliquée sont censés, en premier lieu, pouvoir être appliqués à des produits, opérations, méthodes ou systèmes. Elle s'organise à la fois dans les universités et dans les hautes écoles.

Le développement expérimental consiste en des travaux systématiques fondés sur les connaissances tirées de la recherche et l'expérience pratique et produisant de nouvelles connaissances techniques visant à déboucher sur de nouveaux produits ou procédés ou à améliorer les produits ou procédés existants. La mise au point de nouveaux produits ou procédés est qualifiée de développement expérimental dès lors qu'elle satisfait aux critères qui caractérisent une activité de recherche et développement. Il se pratique dans les hautes écoles et dans les universités. Un « produit » désigne un bien ou un service.

Afin de définir la recherche dans le domaine des Arts en lui reconnaissant sa singularité et son indépendance dans ses méthodes, trois modalités sont distinguées :

1^o la recherche sur l'Art : elle est menée par des universitaires ou par des artistes en collaboration avec des universitaires. Elle porte sur l'étude de l'expression artistique (musicologie, histoire de l'art, études théâtrales, études des médias, littérature, etc.) et comprend également les activités de conservation et de restauration. Elle se pratique dans les universités et les Ecoles supérieures des Arts et les établissements scientifiques de la Communauté française selon des méthodes critiques historiques, sociologiques, ethnologiques, philosophiques, et autres ;

2^o la recherche en Arts : elle traite des questions complexes et critiques dans les domaines artistiques. Elle est menée par des artistes - chercheurs selon des méthodes où l'art joue un rôle fondamental dans l'une ou l'ensemble des étapes du processus de recherche. Il peut être recouru à l'art, considéré comme un matériau pour le chercheur, à différents stades de la recherche : formulation de la problématique, nature des données mobilisées ou produites, analyse et interprétation ou diffusion et valorisation de la recherche.

Elle se pratique principalement dans les ESA en collaboration, ou pas, avec les universités, hautes écoles ou les établissements scientifiques de la Communauté française. La communication des résultats obtenus peut se faire sous des formats artistiques de diffusion comme des performances, des expositions, des réalisations littéraires, sonores ou visuelles, accompagnée ou pas d'une production académique ;

3^o la recherche dans l'expression et la création artistiques : elle est en lien direct avec la pratique artistique, et inhérente à toute forme de réflexion dans le cadre de l'expression et la création artistiques. Elle vise des objectifs pédagogiques, sociétaux ou philosophiques et consiste à créer des biens, des pratiques, des perspectives ou savoirs nouveaux au sein des Arts, contribuant ainsi à la fois à l'art et à l'innovation et répondant aux besoins des auteurs et artistes. Elle s'organise généralement au sein des écoles supérieures des Arts. ».

Art. 90. A l'article 39bis, § 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 6, le point 2° est remplacé par ce qui suit : « 2° les subventions allouées au Fonds national de la recherche scientifique et de ses fonds associés par des entités autres que la Communauté française » ;

2° à l'alinéa 6, le point 3° est remplacé par ce qui suit : « 3° tout projet de recherche financé par la Communauté française » ;

3° à l'alinéa 6, les points 4° et 5° sont abrogés.

Art. 91. Sont abrogés :

1° le décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités ;

2° l'article 21 septies du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ;

3° le décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique ;

4° les articles 63 à 64 du décret du 3 mai 2019 portant diverses mesures relatives à l'Enseignement supérieur et à la Recherche ;

5° les articles 98 à 110 du décret du 20 juillet 2022 portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur, d'enseignement de promotion sociale et de recherche scientifique ;

6° les articles 116 à 118 du décret-programme du 14 juillet 2021 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la crise du coronavirus, au plan de relance européen, à l'Égalité des chances, aux Bâtiments scolaires, à WBE, au Droit des femmes, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche scientifique, au Secteur non-marchand, à l'Éducation et aux Fonds budgétaires ;

7° l'arrêté royal du 14 juin 1978 portant création d'un conseil de recherche dans les institutions universitaires.

Art. 92. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025 sauf en ce qui concerne les articles 85 à 87. Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur des articles 85 à 87.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 avril 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports
et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des Chances
et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
Fr. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 684-1 – Amendement(s) en commission, n° 684-2 - Rapport de commission, n° 684-3 – Texte adopté en commission, n° 684-4 - Texte adopté en séance plénière, n° 684-5

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 3 avril 2024.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/004444]

4 APRIL 2024. — Decreet inzake de financiering van onderzoek in instellingen voor hoger onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. — DEFINITIES

Artikel 1. In dit decreet wordt verstaan onder:

1° "STEAM-bewustmakingsactor": operator met als hoofd- of nevenactiviteit het communiceren over de rol van wetenschap en technologie of het verhogen van de aantrekkelijkheid van studies op het gebied van STEAM of het verbeteren van het imago van wetenschap en wetenschappelijke of technologische loopbanen;

2° "Administratie": de administratie die belast is met wetenschappelijk onderzoek;

3° "De-minimissteun": de steun bedoeld in Verordening (EU) 2023/2831 van de Commissie van 13 december 2023 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun;

4° "ARES": de Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur bedoeld in artikel 20 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

5° "Aspirant": onderzoeker die profiteert van een doctoraatsbeurs toegekend door het F.R.S.-FNRS als laureaat van een oproep tot "aspirant"-kandidaten;

6° "Onderzoeksbeurs": financiële steun die voor een bepaalde periode wordt toegekend aan een student die een doctoraatsthesis voorbereidt of aan een postdoctoraatsonderzoeker;

7° "Interuniversitair excellentiecentrum": een groep onderzoekers van verschillende universiteiten die op zodanige wijze samenwerken dat zij internationaal worden erkend;

8° "CHANGE": financieringsprogramma voor onderzoeksprojecten van het F.R.S.-FNRS in het kader van zijn Fonds de recherche fondamentale stratégique (FRFS), voor projecten geleid door een hoofdpromotor uit de humane en sociale wetenschappen rond strategische maatschappelijke thema's, zoals de grote transities, alsook de opkomst van interdisciplinaire benaderingen;

9° "Onderzoeker": elke persoon die is tewerkgesteld in, verbonden aan of aangesteld binnen een instelling voor hoger onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of door het F.R.S.-FNRS of door een universitair ziekenhuis, om een onderzoeksactiviteit uit te voeren in de zin van artikel 5 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies. Houders van een doctoraats- of postdoctoraatsbeurs worden eveneens als onderzoekers beschouwd;

10° "Clinicus-onderzoeker": doctorale of postdoctorale gespecialiseerde arts die een klinische activiteit uitoefent in een universitair ziekenhuis of een ziekenhuisdienst die erkend is als universitair en een deeltijdse onderzoeksactiviteit uitoefent;

11° "Decreet van 7 november 2013": decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

12° "EOS": intercommunautair programma voor fundamenteel onderzoek "Excellence of science" dat streeft naar excellentie en alle wetenschappelijke domeinen bestrijkt;

13° "ESA": école supérieure des arts zoals bedoeld in artikel 12 van het decreet van 7 november 2013;

14° "Instelling voor hoger onderwijs": instelling zoals bedoeld in artikelen 10 tot 12 van het decreet van 7 november 2013;

15° "F.R.S.-FNRS": stichting van openbaar nut genaamd "Fonds de la Recherche scientifique - FNRS" met ondernemingsnummer 885.324.344;

16° "Academische graad": academische graad zoals gedefinieerd in artikel 15, § 1, eerste lid, 41° van het decreet van 7 november 2013;

17° "Hogeschool": hogeschool zoals bedoeld in artikel 11 van het decreet van 7 november 2013;

18° "Mandaat voor wetenschappelijke promotie": instrument voor de financiering van onderzoeksprojecten ter ondersteuning van jonge vaste onderzoekers die binnen hun universitaire instelling een wetenschappelijke eenheid willen oprichten met betrekking tot een toekomstdomein;

19° "Onderzoeksmandaat": financiële steun in de vorm van een beurs of arbeidsovereenkomst voor bepaalde of onbepaalde duur, aangeboden door het F.R.S.-FNRS, waardoor een persoon zich kan wijden aan zijn of haar onderzoek;

20° "Beheersorgaan van de hogeschool": orgaan zoals bedoeld in artikel 2, 5°, van het decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen;

21° "Postdoctoraatsonderzoeker": onderzoeker met doctoraatsdiploma die nog niet langer dan 10 jaar gefinancierd wordt en niet benoemd is aan een universiteit;

22° "Onderzoeksproject": project dat erop gericht is nieuwe kennis of resultaten te verkrijgen op basis van originele concepten (en hun interpretatie) of hypothesen, waarvan het resultaat onzeker is en waarvan de uitvoering is gepland en de financieringsmodaliteiten zijn vastgesteld. Een onderzoeksproject moet voldoen aan vijf basiscriteria: nieuw, creatief, onzeker, systematisch en overdraagbaar en reproduceerbaar zijn;

23° "STEAM": acroniem voor Science, Technology, Engineering, Arts and Mathematics (wetenschap, technologie, techniek, kunst en wiskunde);

24° "Universiteit" of "Universiteit van de Franse Gemeenschap": universiteit zoals bedoeld in artikel 10 van het decreet van 7 november 2013.

Art. 2. De Regering kan de definities in artikel 1 wijzigen op voorwaarde dat de aan te brengen wijziging steunt op:

- 1° een wijziging aangebracht bij een verordening of richtlijn van de Europese Unie;
- 2° nieuwe normen uitgegeven door de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling;
- 3° nieuwe normen uitgegeven door de wereldwijde organisatie UNESCO;
- 4° een wijziging van het decreet van 7 november 2013.

TITEL II. — SUBSIDIËRING VAN ONDERZOEK

HOOFDSTUK 1. — Algemeen

Art. 3. Onder de voorwaarden gesteld in titel II, hoofdstuk 2 en 4, titel III en titel IV, kent de Regering subsidies toe of kan de Regering subsidies toekennen aan instellingen voor hoger onderwijs voor:

- 1° het financieren van onderzoekers of onderzoeksprojecten;
- 2° het financieren van de aanschaf van onderzoeksinfrastructuren;
- 3° het toekennen van reisbeurzen aan doctoraatsstudenten;
- 4° het organiseren van of deelnemen aan vergaderingen tussen collega's die actief zijn in onderzoek;
- 5° het financieren van bewustmakingsprojecten rond STEAM.

Art. 4. Onder de voorwaarden gesteld in titel II, hoofdstuk 4 en titel IV, kan de Regering ook een subsidie toekennen voor de financiering van de projecten bedoeld in artikel 3, 5° aan STEAM-bewustmakingsactoren buiten de instellingen voor hoger onderwijs.

Art. 5. Onder de voorwaarden gesteld in titel II, hoofdstuk 3 en titel IV kent de Regering een subsidie toe aan het F.R.S.-FNRS ter bevordering van het wetenschappelijk onderzoek in alle academische kennisdomeinen.

HOOFDSTUK 2. — *Directe financiering van onderzoek in instellingen voor hoger onderwijs*

Afdeling 1. — Speciale fondsen voor onderzoek aan universiteiten

Art. 6. § 1. Elke universiteit richt twee fondsen op:

- 1° een speciaal fonds gewijd aan onderzoek genaamd "Fonds Spécial pour la Recherche (FSR)";
- 2° een fonds gewijd aan gezamenlijke onderzoeksacties ("actions de recherche concertée", ARC's).

Aan de universiteiten wordt een jaarlijkse subsidie toegekend om deze fondsen te financieren.

De subsidie wordt onder de universiteiten verdeeld volgens de in lid 4 en in artikelen 7 en 8 vastgelegde voorwaarden.

De in lid 2 bedoelde subsidie wordt ten minste vastgesteld op:

- 1° 33.919.000 euro voor het FSR;
- 2° 19.887.000 euro voor de ARC's.

Vanaf het jaar 2025 wordt het bedrag van elke in lid 4 bedoelde subsidie berekend door het definitieve bedrag van de subsidie van het jaar voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar aan te passen aan de gezondheidsindex (GI) volgens de formule: de GI van januari van het betreffende begrotingsjaar gedeeld door de GI van januari van het voorgaande begrotingsjaar.

§ 2. De Regering stelt de modaliteiten vast voor de vereffening van de subsidie.

§ 3. De universiteiten voeren een intern controlesysteem in om het juiste gebruik van de door de Franse Gemeenschap toegekende financiering te waarborgen, onverminderd de controle van de commissarissen en afgevaardigden.

Art. 7. Elk jaar wordt de subsidie bedoeld in artikel 6, § 1, lid 4, 1° onder de universiteiten verdeeld volgens de verhouding tussen het vierjarig gemiddelde van het aantal academische graden uitgereikt door elke universiteit en het vierjarig gemiddelde van het aantal academische graden uitgereikt door alle universiteiten.

De in het eerste lid bedoelde vierjaarlijkse gemiddelden worden verkregen door de som van de academische graden die respectievelijk door de betrokken universiteit of door alle universiteiten zijn uitgereikt voor het betrokken academiejaar en de drie daaraan voorafgaande jaren, door vier te delen.

Voor de berekening van het aantal academische graden zoals bedoeld in het eerste en tweede lid, wordt de titel van GHSO (geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs) niet in aanmerking genomen.

Art. 8. § 1. Elk jaar wordt 60% van de subsidie bedoeld in artikel 6, § 1, lid 4, 2° onder de universiteiten verdeeld volgens de verhouding tussen het vierjarig gemiddelde van het aantal academische graden uitgereikt door elke universiteit en het vierjarig gemiddelde van het aantal academische graden uitgereikt door alle universiteiten.

De in het eerste lid bedoelde vierjaarlijkse gemiddelden worden verkregen door de som van de academische graden die respectievelijk door de betrokken universiteit of door alle universiteiten zijn uitgereikt voor het betrokken academiejaar en de drie daaraan voorafgaande jaren, door vier te delen.

In het geval van een doctoraat dat is uitgereikt onder co-promotorschap tussen twee universiteiten in de Franse Gemeenschap, telt het doctoraat voor de helft mee in elk van de twee universiteiten.

Voor de berekening van het aantal academische graden zoals bedoeld in het eerste en derde lid, wordt de titel van GHSO (geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs) niet in aanmerking genomen.

§ 2. Elk jaar wordt 20 % van de subsidie bedoeld in artikel 6, § 1, lid 4, 2° onder de universiteiten verdeeld volgens de verhouding tussen het vierjarig gemiddelde van het aantal academische graden van de derde cyclus uitgereikt door elke universiteit en het vierjarig gemiddelde van het aantal academische graden van de derde cyclus uitgereikt door alle universiteiten.

In het geval van een doctoraat dat is uitgereikt onder co-promotorschap tussen twee universiteiten in de Franse Gemeenschap, telt het doctoraat voor de helft mee in elk van de twee universiteiten.

De in het eerste lid bedoelde vierjaarlijkse gemiddelden worden verkregen door de som van de academische graden van de derde cyclus die respectievelijk door de betrokken universiteit of door alle universiteiten zijn uitgereikt voor het betrokken academiejaar en de drie daaraan voorafgaande jaren, door vier te delen.

§ 3. Elk jaar wordt 20% van de in artikel 6, § 1, lid 4, 2° bedoelde subsidie verdeeld volgens de volgende gelijk gewogen criteria:

1° het respectieve aandeel van elke universiteit in het totale bedrag van de financiering afkomstig van het kaderprogramma van de Europese Unie voor onderzoek en ontwikkeling dat aan alle universiteiten wordt toegekend;

2° de verhouding tussen het aantal postdoctoraatsonderzoekers in internationale mobiliteit IN en het aantal onderzoeksmandaten van het F.R.S.-FNRS van elke universiteit, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, en het aantal van die postdoctoraatsonderzoekers voor bepaalde duur van alle universiteiten samen. Deze postdoctoraatsonderzoekers moeten aangesteld zijn voor minstens 0,5 voltijdsequivalenten;

3° de verhouding tussen het aantal academische kaderpersoneelsleden met minstens 0,5 voltijdsequivalenten, het aantal voltijdse, vast benoemde wetenschappelijke kaderpersoneelsleden en het aantal mandatarissen voor onbepaalde duur van het F.R.S.-FNRS van elke universiteit die hun doctoraatsthesis hebben verdedigd aan een universiteit buiten de Franse Gemeenschap, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, en het aantal personeelsleden van dezelfde categorieën van alle universiteiten samen. In het geval van een doctoraat behaald onder co-promotorschap tussen een universiteit van de Franse Gemeenschap en een universiteit buiten de Franse Gemeenschap, wordt het personeelslid geacht zijn doctoraat te hebben verdedigd aan een universiteit buiten de Franse Gemeenschap. Die verhouding wordt berekend op basis van de gegevens voor de laatste 10 beschikbare jaren en rekening houdend met de nieuwe aanwervingen van het voorgaande jaar die actief zijn op 1 februari van het betrokken jaar.

Elk in lid 1 bedoeld criterium wordt in aanmerking genomen volgens een vierjarig gemiddelde dat wordt berekend door de gegevens van het betrokken academiejaar en die van de drie daaraan voorafgaande jaren door vier te delen.

Art. 9. Elke universiteit neemt van haar eigen middelen, met inbegrip van de werkingstoelage, een minimumbedrag op dat gelijk is aan 17,5 procent van het bedrag van de subsidie bedoeld in artikel 6, § 1, lid 4, 1°, die haar wordt toegekend overeenkomstig de berekeningsmethoden voorzien in artikel 7, en besteedt dat bedrag aan wetenschappelijk onderzoek.

Vanaf het begrotingsjaar 2024 kan het in het eerste lid bedoelde percentage uiterlijk op 30 juni van het jaar voorafgaand aan het betrokken jaar door de Regering worden gewijzigd, maar het mag niet lager zijn dan 15 procent en niet hoger dan 20 procent.

Art. 10. Elke universiteit besteedt 10 procent van de subsidie bedoeld in artikel 6, § 1 lid 4, 2° die haar wordt toegekend volgens de berekeningsmethoden voorzien in artikel 8, aan de financiering van gezamenlijke onderzoeksacties met minstens één andere universiteit van de Franse Gemeenschap. Die 10 procent wordt verdeeld over een periode van 3 jaar overeenkomend met jaar N-1, jaar N en jaar N+1.

Art. 11. Gezamenlijk onderzoeksacties moeten bijdragen aan het bereiken van een of meer van de volgende doelstellingen:

1° de ontwikkeling binnen de universiteiten van excellentiecentra voor fundamenteel onderzoek, die door de universiteiten als prioritair worden beschouwd;

2° de ontwikkeling van interuniversitaire excellentiecentra;

3° de ontwikkeling binnen de universiteiten van excellentiecentra, die op een geïntegreerde manier aan fundamenteel en toegepast onderzoek doen.

Art. 12. In het kader van de opdrachten die hen bij artikel 21, lid 1, 11°, en artikel 37 van het decreet van 7 november 2013 worden toevertrouwd, geven de universiteiten uiterlijk op 30 juni van het jaar voorafgaand aan de toekenning van de subsidie aan de ARES de gegevens door die noodzakelijk zijn voor de effectieve uitvoering van de in artikelen 7 en 8 voorziene verdelingsmodaliteiten. Die gegevens worden doorgegeven aan de administratie.

Art. 13. De in artikel 6, § 1, lid 4 bedoelde subsidies zijn bedoeld voor het dekken van de personeels-, uitrustings- en werkingskosten die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het onderzoeksprogramma.

Het deel van de financiering dat wordt besteed aan personeelskosten tijdens alle onderzoeksprojecten die worden gefinancierd door het fonds bedoeld in artikel 6, § 1, lid 1, 2°, mag niet minder bedragen dan 50 procent van het totale bedrag van de subsidie bedoeld in artikel 6, § 1, lid 4, 2° die is toegekend aan de universiteit.

De Regering specificeert de aard van de kosten die door de subsidies kunnen worden gedekt.

Art. 14. Bij opschorting, hetzij wegens moederschaps-, vaderschaps-, ouderschaps- of adoptieverlof, hetzij wegens ziekteverlof van meer dan 30 dagen, wordt de beurs of overeenkomst die wordt gefinancierd met de subsidies toegekend krachtens artikel 6, verlengd met een periode gelijk aan de opschorting.

Art. 15. De universiteiten evalueren de aan hen voorgelegde onderzoeksprojecten. De universiteiten leggen de evaluatiecriteria vast in termen van kwaliteit, relevantie en uitvoerbaarheid van het project, met name op basis van de excellentie en ervaring van de onderzoekers of de onderzoekseenheid in het (de) domein(en) waarin de projectleider werkzaam is.

Afdeling 2. — Onderzoeksfonds hogescholen

Art. 16. Een jaarlijkse subsidie van minimaal 2.332.000 euro is bestemd voor toegepast onderzoek in hogescholen. Dat bedrag wordt onder de hogescholen verdeeld volgens de modaliteiten van artikel 17.

Vanaf het jaar 2025 wordt het bedrag voorzien in lid 1 berekend door het definitieve bedrag van de subsidie van het jaar voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar aan te passen aan de gezondheidsindex (GI) volgens de formule: de GI van januari van het betreffende begrotingsjaar gedeeld door de GI van januari van het voorgaande begrotingsjaar.

De subsidie is bedoeld voor het dekken van de personeels-, uitrustings- en werkingskosten die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het onderzoeksprogramma.

De Regering specificeert de aard van de kosten die door de subsidie kunnen worden gedekt.

Art. 17. § 1. De Regering doet elk jaar in de maand maart een projectoproep ter ondersteuning van onderzoeksprojecten van hogescholen, op basis van de middelen voorzien in artikel 16.

Een project komt in aanmerking als het aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° het wordt ingediend door een hogeschool van de Franse Gemeenschap;

2° het aanvraagdossier bevat, naast een gedetailleerde beschrijving van het onderzoeksproject, een voorlopige, desgevallend meerjarige begroting.

§ 2. De projectoproep wordt ten minste op de website van de administratie gepubliceerd, uiterlijk zestig dagen vóór de uiterste datum voor het indienen van projecten. Deze projectoproep omvat ten minste de volgende elementen:

1° de in de ingediende projecten op te nemen informatie, zoals de projectbeschrijving, de uitvoeringsperiode van het project, eventuele intellectuele-eigendomsrechten die nodig zijn voor de uitvoering van het project, het voor de uitvoering van het project gevraagde budget;

2° de evaluatiecriteria van de projecten:

a) de wetenschappelijke kwaliteit van de projecten, tot 60% van de weging;

b) hun maatschappelijke impact, tot 30% van de weging;

c) de kwaliteit van de uitvoering, tot 10% van de weging;

3° de samenstelling van de jury;

4° de manier waarop de jury de projecten rangschikt volgens de evaluatiecriteria in het geval dat meerdere projecten dezelfde eindscore hebben;

5° de uiterste datum voor het indienen van projecten;

6° de termijn waarbinnen de jury bijeenkomt, ten hoogste zes maanden na de uiterste datum voor het indienen van projecten.

§ 3. De Regering bepaalt de samenstelling van de selectiejury, die bestaat uit vertegenwoordigers van de hogescholen, de ARES, het F.R.S.-FNRS, de administratie, de sociaaleconomische kringen en de minister bevoegd voor wetenschappelijk onderzoek.

De jury rangschikt de projecten volgens de criteria vermeld in § 2, 2° en 4°.

De jury stelt ook het bedrag van de financiering voor de gerangschikte projecten voor en legt de projecten voor aan de Regering, die gerangschikte en financierbare projecten weerhoudt binnen de grenzen van de beschikbare kredieten.

Afdeling 3. — Aanschaf van onderzoeksinfrastructuren

Art. 18. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering een subsidie toekennen aan een of meer instellingen voor hoger onderwijs waarmee ze onderzoeksinfrastructuur kunnen aanschaffen om wetenschappelijke of artistieke onderzoeksactiviteiten uit te voeren.

Met onderzoeksinfrastructuur wordt bedoeld de installaties, middelen en bijbehorende diensten die door de wetenschappelijke gemeenschap worden gebruikt om onderzoek uit te voeren in haar expertisedomeinen. Die definitie omvat wetenschappelijke uitrustingen en onderzoeksmaterialen, cognitieve middelen zoals collecties, archieven en gestructureerde wetenschappelijke informatie, ondersteunende infrastructuren op basis van informatie- en communicatietechnologieën, computerinfrastructuren, software en communicatiesystemen, evenals alle andere middelen die nodig zijn om het onderzoek uit te voeren. Deze infrastructuren kunnen zich op één site bevinden of over meerdere sites verdeeld zijn. In het laatste geval heeft men het over een georganiseerd netwerk van middelen.

Elke aanschaf van infrastructuur met betrekking tot een bepaald onderzoeksdomein moet bedoeld zijn voor een project dat gemeenschappelijk is voor alle instellingen voor hoger onderwijs die op dat domein actief zijn. De verdeling van de subsidie onder de instellingen voor hoger onderwijs wordt dan vastgesteld op basis van de kosten van de voorzieningen van het deel van de infrastructuur die zich in de gebouwen van elke instelling voor hoger onderwijs bevinden, ook al vormt de infrastructuur een samenhangend en onlosmakelijk geheel.

Art. 19. De in artikel 18 bedoelde subsidie wordt verleend onder de volgende voorwaarden:

1° de te betalen prijs voor de exploitatie of het gebruik van de infrastructuur voor economische doeleinden moet overeenstemmen met de marktprijs;

2° afgezien van de toegang tot databanken moet de toegang tot de infrastructuur openstaan voor alle instellingen voor hoger onderwijs en op transparante en niet-discriminerende wijze worden verleend, waarbij onder meer de beschikbare tijdvakken en de gebruikskosten worden gepreciseerd;

3° de onderzoeksinfrastructuren moeten het mogelijk maken om in het kader van dit decreet gefinancierd onderzoek uit te voeren;

4° wanneer een onderzoeksinfrastructuur zowel economische als niet-economische activiteiten verricht, worden de financiering, de kosten en de inkomsten van elk type activiteit afzonderlijk in de boekhouding opgenomen, op basis van consistent toegepaste en objectief te rechtvaardigen kostentoe rekeningsprincipes.

Art. 20. De in artikel 18 bedoelde subsidies zijn bedoeld voor het dekken van de voor de aanschaf van de infrastructuren noodzakelijke uitrustings- en werkingkosten.

De Regering specificeert de aard van de in aanmerking komende kosten en stelt de modaliteiten vast voor de vereffening van de subsidie.

HOOFDSTUK 3. — Financiering van onderzoek in instellingen voor hoger onderwijs via het F.R.S.-FNRS

Afdeling 1. — Opdrachten en financiële instrumenten van het F.R.S.-FNRS

Art. 21. § 1. De jaarlijkse subsidie die wordt toegekend aan het F.R.S.-FNRS is bedoeld om wetenschappelijk onderzoek in alle academische kennisdomeinen te bevorderen. Daartoe heeft het de volgende opdrachten:

1° het toekennen en beheren van:

- a) onderzoeksmandaten en -beurzen;
- b) kredieten aan onderzoekers in de vorm van werkingssubsidies en subsidies voor wetenschappelijke uitrustingen;

2° het toekennen en beheren van kredieten voor:

- a) onderzoeksprojecten;
- b) wetenschappelijke opdrachten;
- c) deelname aan wetenschappelijke congressen in het buitenland;
- d) wetenschappelijke verblijven in het buitenland;
- e) de organisatie van wetenschappelijke congressen, symposia en vergaderingen;
- f) contactgroepen en doctoraatsscholen;
- g) wetenschappelijke publicaties;
- h) internationale wetenschappelijke samenwerkingen;
- i) activiteiten voor de ontwikkeling van fundamenteel onderzoek;
- j) wetenschappelijke infrastructuren en uitrustingen;

3° het promoten bij onderzoekers van Europese onderzoeks- en innovatieprogramma's waaraan onderzoekers uit de Franse Gemeenschap deelnemen en het ondersteunen van onderzoekers voor deelname aan deze programma's via het Nationaal Contactpunt (NCP-F.R.S.-FNRS) en via het verlenen van bijstand voor het opzetten van Europese projecten;

4° het opvolgen en analyseren van de loopbaan van universitaire onderzoekers en onderzoeksters via het Observatoire de la Recherche et des Carrières Scientifiques (ORCS);

5° het bijdragen aan de financiering van het intercommunautair programma voor fundamenteel onderzoek "Excellence of science" (EOS);

6° het ontwikkelen van communicatieacties over het fundamenteel onderzoek dat in de Franse Gemeenschap wordt uitgevoerd, om de publieke belangstelling voor onderzoek te vergroten en het nut van de wetenschap te benadrukken.

§ 2. In het kader van de in paragraaf 1 gedefinieerde opdrachten doet het F.R.S.-FNRS het volgende:

- 1° regelmatige relaties onderhouden met de administratie en de minister bevoegd voor wetenschappelijk onderzoek;
- 2° actief deelnemen aan de door de administratie opgerichte werkgroepen met het oog op een betere coördinatie van acties en actoren op het vlak van wetenschappelijk onderzoek;
- 3° statistieken en enquêteresultaten over zijn opdrachten verstrekken;
- 4° in- en uitgaande internationale mobiliteit, contacten, partnerschappen en internationale projecten bevorderen;
- 5° onderzoeksinfrastructuren ondersteunen, met inbegrip van cofinanciering in het geval van Europese en internationale investeringsprogramma's;
- 6° onderzoek in het domein van de kunsten ondersteunen binnen de ESA's;
- 7° interuniversitaire en intercommunautaire consortia ondersteunen in het kader van het programma "ESO".

Art. 22. § 1. Het Observatoire de la Recherche et des Carrières Scientifiques (ORCS) staat in voor het opvolgen en analyseren van de loopbanen van universitaire onderzoekers en onderzoeksters door middel van enquêtes en verschillende gegevenskruisingen, evenals het proces van het opgeven van de wetenschappelijke of academische loopbaan en de professionele integratie van jonge studenten met doctoraatsdiploma.

Het Observatoire de la Recherche et des Carrières Scientifiques (ORCS) kan ook dienen als referentieorgaan op het vlak van bibliometrie en statistieken over wetenschappelijk onderzoek in de Franse Gemeenschap en van tijd tot tijd informatie verstrekken aan instanties in de Franse Gemeenschap die cijfers in dat domein nodig hebben.

§ 2. Een begeleidingscomité bestaande uit een vertegenwoordiger van elke universiteit, een vertegenwoordiger van de minister bevoegd voor wetenschappelijk onderzoek, ten minste één vertegenwoordiger van de administratie en een vertegenwoordiger van het Observatoire de la Recherche et des Carrières Scientifiques (ORCS), heeft tot doel op de hoogte te blijven van de ontwikkelingen in de projecten van het ORCS, eventuele problemen te bespreken, mogelijke verbeteringen en ontwikkelingen in het ORCS voor te stellen en na te denken over aspecten die verband houden met bibliometrie.

Art. 23. Een Nationaal Contactpunt (NCP-F.R.S. – FNRS) wordt opgericht binnen het F.R.S.-FNRS om actoren in het hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap te helpen deelnemen aan het meerjarige kaderprogramma voor onderzoek en innovatie van de Europese Unie. Het verzamelt ook geanonimiseerde statistieken over de aanwezigheid van onderzoekers uit de Franse Gemeenschap in deze verschillende programma's, waaronder gendergegevens.

Daartoe kan het Nationaal Contactpunt (NCP-F.R.S.-FNRS) nauwe contacten onderhouden met de Nationale Contactpunten opgericht op het niveau van het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Afdeling 2. — Financiële ondersteuning van de Franse Gemeenschap

Art. 24. De Regering kent het F.R.S.-FNRS jaarlijks een subsidie toe van minimaal 172.459.000 euro.

Elk jaar wordt het bedrag van de in lid 1 bedoelde subsidie aangepast aan de variaties in de gezondheidsindex van de consumptieprijzen door het te vermenigvuldigen met een aanpassingspercentage dat wordt berekend volgens de formule: de gezondheidsindex van januari van het betreffende begrotingsjaar gedeeld door de gezondheidsindex van januari 2023.

Deze subsidie is uitsluitend bedoeld om het volgende te financieren, met inachtneming van de voorwaarden gesteld in artikel 25:

- 1° de financieringsinstrumenten vermeld in artikel 21, § 1;
- 2° de geassocieerde fondsen van het F.R.S.-FNRS zoals het Fonds de la Recherche en Arts (FRART), het Fonds pour la recherche en sciences humaines (FRESH), het Fonds pour la formation à la Recherche dans l'Industrie et dans l'Agriculture (FRIA) en het fonds Excellence of Science (EOS).

De Regering stelt de modaliteiten vast voor de vereffening van de subsidie.

Art. 25. § 1. De raad van bestuur van het F.R.S.-FNRS beslist over de aanwending van de krachtens artikel 24 toegekende jaarlijkse subsidie. Het mag echter niet meer dan acht procent van de jaarlijkse subsidie aan werkingskosten besteden. Het moet ook de volgende minimumbedragen aanwenden voor onderstaande categorieën:

- 1° ondersteuning van onderzoekers gefinancierd door het F.R.S.-FNRS: 83.451.000 euro, als volgt verdeeld:
 - a) doctoraatstudenten: 21.351.000 euro waarvan voor:
 - i) aspiranten van het F.R.S.-FNRS: 5.500.000 euro;
 - ii) onderzoekers van het Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture (FRIA): 15.851.000 euro;
 - b) postdoctoraatstudenten (onderzoekers en wetenschappelijke medewerkers): 8.000.000 euro;
 - c) vaste onderzoekers (minimaal 423 betrekkingen): 54.000.000 euro;
 - d) werkingskrediet aan onderzoekers: 100.000 euro;
- 2° ondersteuning van onderzoek aan universiteiten: 46.904.000 euro, waarvan:
 - a) individuele en collectieve onderzoeksprojecten, mandaten voor wetenschappelijke promotie, onderzoekskredieten: 16.200.000 euro;
 - b) klinici-wetenschappers: 2.494.000 euro;
 - c) uitrusting en infrastructuren, met inbegrip van een jaarlijkse afvlakking van de toekenning van grote uitrustingen in het kader van een driejaarlijkse oproep: 3.500.000 euro;
 - d) diversen (contactgroepen, publicaties, doctoraatsscholen, hulp bij het opzetten van Europese projecten enz.): 300.000 euro;
 - e) Fonds Excellence of Science (EOS): 15.428.000 euro;
 - f) Fonds pour la recherche en Arts (FRART): 649.000 euro;
 - g) Fonds pour la recherche des chercheurs dans les sciences humaines (FRESH): 8.333.000 euro;

3° ondersteuning van internationaal onderzoek (collaboratief onderzoek, partnerschappen, mobiliteits- en verspreidingsinstrumenten): 4.100.000 euro;

4° financiering van het ORCS: 250.000 euro;

5° financiering van het Nationaal Contactpunt (NCP-F.R.S.-FNRS): 280.000 euro.

De in het eerste lid vermelde bedragen worden elk jaar aangepast aan de variaties in de gezondheidsindex van de consumptieprijzen door ze te vermenigvuldigen met een aanpassingspercentage berekend volgens de formule: de gezondheidsindex van januari van het betreffende begrotingsjaar gedeeld door de gezondheidsindex van januari 2023.

In afwijking van het eerste lid kan het plafond van 8 procent voor werkingskosten met instemming van de Regering worden overschreden voor tijdelijke buitengewone uitgaven.

§ 2. De raad van bestuur stelt de regels met betrekking tot zijn samenstelling vast. Deze omvat met name de rectoren, twee onderzoekers gekozen uit de houders van een onderzoeksmandaat of -beurs van het F.R.S.-FNRS en hooggeplaatste wetenschappelijke persoonlijkheden.

Het dagelijks beheer van het FNRS wordt waargenomen door een secretaris-generaal die voor een hernieuwbaar mandaat van vijf jaar wordt benoemd door de raad van bestuur.

De persoon die op de dag van inwerkingtreding van dit decreet de in lid 2 bedoelde functie uitoefent, blijft evenwel benoemd voor onbepaalde duur. Hij of zij wordt onderworpen aan een periodieke evaluatie door de raad van bestuur, volgens de modaliteiten en de frequentie die de Regering bepaalt.

Onderafdeling 1. — Specifieke financiering van onderzoek in het kunstdomein

Art. 26. Het bedrag bestemd voor het Fonds pour la recherche en Arts (FRART) is bestemd voor het dekken van de personeels-, uitrustings- en werkingskosten van onderzoeksprojecten in het kunstdomein.

De onderzoeksprojecten die worden gefinancierd door het Fonds pour la recherche en Arts (FRART) worden uitgevoerd door kunstenaars-onderzoekers met een diploma van het hoger kunstonderwijs of een gelijkwaardig diploma, of die een erkende onderzoekspraktijk in het kunstdomein kunnen aantonen. Ze worden individueel of collectief uitgevoerd, buiten een doctoraat, en worden gevalideerd door een of meer ESA's. Het onderzoek dat wordt gefinancierd door het Fonds pour la recherche en Arts (FRART) kan worden uitgevoerd door multidisciplinaire teams waartoe ook onderzoekers met een universitair diploma behoren.

Art. 27. Het Fonds de la recherche en Arts (FRART) heeft boekhoudkundige autonomie en een raad van bestuur.

Art. 28. De raad van bestuur van het Fonds pour la recherche en Arts (FRART) stelt het reglement met betrekking tot de indieningsprocedure vast en bepaalt de criteria voor de subsidiabiliteit, selectie en evaluatie van de onderzoeksprojecten die het financiert.

Art. 29. De raad van bestuur van het Fonds pour la recherche en Arts (FRART) stelt jaarlijks een verslag op over zijn activiteiten en zijn aanwending van de door de Franse Gemeenschap ter beschikking gestelde middelen.

Onderafdeling 2. — Financiering van de opleiding van onderzoekers in de industrie en de landbouw

Art. 30. De doctoraatsbeurzen van het Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture (FRIA) zijn voorbehouden voor universitaire afgestudeerden die een loopbaan in onderzoek, industrie of landbouw willen nastreven en daartoe aan universiteiten studies volgen die leiden tot een doctoraat.

Art. 31. Het Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture (FRIA) heeft boekhoudkundige autonomie en een raad van bestuur.

Art. 32. De raad van bestuur van het Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture (FRIA) stelt het reglement met betrekking tot de toekenning van de opleidingsbeurzen voor onderzoek in industrie en landbouw vast, met name de voorwaarden voor subsidiabiliteit, selectie en evaluatie van de kandidaturen.

Art. 33. De raad van bestuur van het Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture (FRIA) stelt jaarlijks een verslag op over zijn activiteit en over zijn aanwending van de door de Franse Gemeenschap ter beschikking gestelde middelen.

Onderafdeling 3. — Financiering van onderzoekers in de humane wetenschappen

Art. 34. Het bedrag dat is voorbehouden voor het Fonds pour la recherche des chercheurs dans les sciences humaines (FRESH) is bedoeld voor het dekken van doctoraatsbeurzen en postdoctorale mandaten, evenals infrastructuur, uitrustingen of projecten voor collaboratief onderzoek met andere kosten dan personeelskosten, in het domein van de humane wetenschappen.

Met collaboratief onderzoek wordt onderzoek bedoeld waarbij de beoefenaars bijdragen aan de onderzoeksbenadering van een onderzoeksobject, meestal omkaderd door universitaire onderzoekers.

De doctoraatsbeurzen van het Fonds pour la recherche des chercheurs dans les sciences humaines (FRESH) zijn voorbehouden aan universitaire afgestudeerden die voornemens zijn om op basis van de instrumenten van de humane en sociale wetenschappen fundamenteel onderzoek met een maatschappelijke impact uit te voeren en daartoe aan een universiteit studies volgen die leiden tot een doctoraat.

Art. 35. Het Fonds pour la recherche des chercheurs dans les sciences humaines (FRESH) heeft boekhoudkundige autonomie en een raad van bestuur.

De raad van bestuur van het Fonds pour la recherche des chercheurs dans les sciences humaines (FRESH) stelt de regels vast met betrekking tot de toekenning van de onderzoeksbeurzen en -mandaten, in het bijzonder hun voorwaarden voor subsidiabiliteit, selectie en evaluatie.

Art. 36. De raad van bestuur van het Fonds pour la recherche des chercheurs dans les sciences humaines (FRESH) stelt jaarlijks een verslag op over zijn activiteiten en zijn aanwending van de door de Franse Gemeenschap ter beschikking gestelde middelen.

Onderafdeling 4. — Fonds Excellence of Science (EOS)

Art. 37. § 1. Het bedrag dat wordt voorbehouden voor het fonds Excellence of Science (EOS) is bedoeld voor het dekken van de personeels-, uitrustings- en werkingskosten die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het project.

§ 2. De doelstellingen van het fonds Excellence of Science (EOS) zijn:

1° het stimuleren van intercommunautaire wetenschappelijke interacties en het versterken van de banden tussen universiteiten die tot verschillende deelstaten behoren om consortia van onderzoeksgroepen te vormen voor meerjarige onderzoeksprojecten;

2° het ontwikkelen of tot stand brengen van samenwerkingen tussen fundamentele onderzoeksgroepen van universiteiten die tot verschillende deelstaten behoren en het bevorderen van de complementariteit tussen deze teams;

3° het ondersteunen van de aanwezigheid van jonge onderzoekers in de in 2° bedoelde fundamentele onderzoeksgroepen.

Art. 38. Het fonds Excellence of Science (EOS) heeft boekhoudkundige autonomie en een beheerscomité.

Het beheerscomité van het fonds Excellence of Science (EOS) stelt het reglement vast met betrekking tot de toekenning van de projecten, met name de voorwaarden voor subsidiabiliteit, selectie en evaluatie van de projecten.

Art. 39. Het beheerscomité stelt jaarlijks een verslag op over zijn activiteiten en zijn aanwending van de door de Franse Gemeenschap ter beschikking gestelde middelen.

Afdeling 3. — Subsidiabiliteitsvoorwaarden van de onderzoeksbeurzen, postdoctoraatsmandaten en vaste onderzoekersmandaten

Art. 40. § 1. Het F.R.S.-FNRS kent doctoraatsbeurzen, postdoctoraatsmandaten voor bepaalde duur en vaste onderzoeksmandaten toe.

§ 2. Kandidaten voor een doctoraatsbeurs moeten in het bezit zijn van een masterdiploma van 120 studiepunten of een gelijkgesteld diploma dat toegang geeft tot studies van de derde cyclus. Studenten die in hun jaarprogramma alle studiepunten hebben opgenomen die ontbreken om een diploma te behalen dat tot deze graden leidt, kunnen ook een doctoraatsbeurs aanvragen. De doctoraatsbeurs wordt toegekend voor een maximumduur van zes jaar.

In afwijking van het eerste lid kent het F.R.S.-FNRS doctoraatsbeurzen met een maximale duur van zes jaar toe aan leerkrachten van het secundair onderwijs om hen in staat te stellen onderzoekswerk te verrichten met het oog op het behalen van een doctoraat aan een van de universiteiten.

In afwijking van het eerste lid kent het F.R.S.-FNRS halftijdse onderzoeksmandaten als doctoraal dierenarts-clinicus-onderzoeker toe aan houders van een academische graad in de diergeneeskunde die een deeltijdse ziekenhuisactiviteit uitoefenen. Deze mandaten worden toegekend voor een maximumduur van zes jaar.

In afwijking van het eerste lid kent het F.R.S.-FNRS halftijdse mandaten als doctoraal kandidaat-specialist toe aan houders van een academische graad in de geneeskunde die een deeltijdse ziekenhuisactiviteit uitoefenen, terwijl ze studies doen die leiden tot het behalen van een doctoraat in een van de gezondheidsdomeinen. Deze mandaten worden toegekend voor een maximumduur van acht jaar.

§ 3. Kandidaten voor een postdoctoraal onderzoeksmandaat voor bepaalde duur moeten in het bezit zijn van een doctoraatsdiploma, behaald na de verdediging van een thesis en uitgereikt door een universitaire instelling. De onderzoeksmandaten worden toegekend voor een maximumduur van acht jaar.

§ 4. In afwijking van paragrafen 2 en 3 kent het F.R.S.-FNRS financiële steun toe aan klinici-onderzoekers opdat ze deeltijds doctoraal of postdoctoraal onderzoek kunnen uitvoeren. De financiële steun wordt toegekend voor een maximumduur van acht jaar. Deze steun kan eventueel verlengd worden met een hernieuwbare periode van vier jaar voor klinici-onderzoekers op postdoctoraal niveau die reeds financiële ondersteuning hebben ontvangen.

§ 5. Kandidaten voor een vast onderzoeksmandaat moeten in het bezit zijn van een doctoraatsdiploma, behaald na de verdediging van een thesis en uitgereikt door een universitaire instelling.

Art. 41. Wanneer de uitvoering van een beurs of mandaat wordt opgeschort hetzij wegens moederschaps-, vaderschaps-, ouderschaps- of adoptieverlof, hetzij wegens ziekteverlof voor een periode van meer dan 30 dagen, kan de beurs of het mandaat worden verlengd met een periode die gelijk is aan die van de opschorting.

Het F.R.S.-FNRS bepaalt de praktische regelingen rekening houdend met de situatie van de in lid 1 bedoelde personen binnen de kalender van de oproepen voor de toekenning of verlenging van een beurs of mandaat.

Afdeling 4. — Modaliteiten voor de selectie van kandidaturen in de in artikel 25 bedoelde categorieën

Art. 42. § 1. Het F.R.S.-FNRS bepaalt voor elke categorie bedoeld in artikel 25, met uitzondering van de categorieën bedoeld in artikel 25, § 1, 2°, *d*) en 3°, 4° en 5° de voorwaarden waaraan de kandidaat of het project moet voldoen.

Deze voorwaarden worden vastgelegd in een reglement, dat ten minste het volgende bepaalt:

1° de essentiële selectie- en evaluatiecriteria, zoals de kwaliteiten van de aanvrager, de kwaliteiten van het onderzoeksproject en de onderzoeksomgeving alsook, in voorkomend geval, de sociale of industriële impact in het kader van een financiering ten laste van het Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture (FRIA);

2° het maximale bedrag van de steun, rekening houdend met de in aanmerking komende kosten;

3° de wijze waarop het aantal gesteunde projecten om redenen van excellentie en beschikbaar budget wordt beperkt;

4° de organisatie van de oproepen tot kandidaten;

5° de duur van de steun en de eventuele mogelijkheden tot verlenging om objectieve redenen;

6° de toekenningsmodaliteiten van de steun.

Het reglement wordt openbaar bekendgemaakt.

§ 2. Met betrekking tot projecten die vallen onder de categorieën bedoeld in artikel 25, § 1, 2°, *d*), 3°, 4° en 5°, met uitzondering van doctoraatsscholen, stelt het F.R.S.-FNRS een reglement op dat ten minste het volgende specificeert:

1° het maximumbedrag van de steun per begunstigde;

2° de modaliteiten voor het indienen van de aanvragen.

Het reglement wordt openbaar bekendgemaakt.

§ 3. Aan de doctoraatsscholen kent het F.R.S.-FNRS een jaarlijks budget toe voor de financiering van activiteiten in verband met de doctoraatsopleiding. Het bedrag waarop elke doctoraatsschool aanspraak kan maken, wordt jaarlijks bepaald in overleg met de commissie van doctoraatsscholen opgericht binnen het F.R.S.-FNRS.

Art. 43. § 1. De dossiers van de kandidaten en de projecten die onder de in artikel 25 bedoelde categorieën vallen, met uitzondering van de categorieën bedoeld in artikel 25, § 1, 1°, a), 2°, d), f), g) en 3°, worden geanalyseerd op basis van de selectie- en evaluatiecriteria, in twee fasen:

1° internationale deskundigen (d.w.z. verbonden aan een instelling buiten de Franse Gemeenschap) evalueren elk ingediend project;

2° een wetenschappelijke commissie of jury evalueert en rangschikt alle projecten op basis van de adviezen van de internationale deskundigen.

De wetenschappelijke commissie of de jury kan aanbevelingen doen over het aan elk project toe te wijzen budget.

Het F.R.S.-FNRS beslist over de toewijzing en het budget van de aan elke kandidaat of elk project toegekende steun op basis van de vastgestelde rangschikking en de eventuele aanbevelingen in toepassing van § 1, 2°.

§ 2. Met betrekking tot de projecten in de categorieën bedoeld in artikel 25, § 1, 2°, d), en 3° verifieert het F.R.S.-FNRS of de aanvragen voldoen aan de toekenningsvoorwaarden.

§ 3. De selectie van de projecten die vallen onder de categorie bedoeld in artikel 25, § 1, 2°, f) geschiedt als volgt:

1° een evaluatie in twee fasen: door deskundigen die de ESA's aanstellen voor elk onderzoeksproject en vervolgens door een internationale artistieke commissie voor alle projecten;

2° een evaluatie van de auteurs van onderzoeksprojecten en van de projecten;

3° een evaluatie die uitsluitend gebaseerd is op de excellentie van het kunstonderzoek.

§ 4. De selectie van de projecten die vallen onder de categorieën bedoeld in artikel 25, § 1, 1°, a) en 2°, g) geschiedt als volgt:

1° de deskundigen evalueren elk ingediend project;

2° een wetenschappelijke commissie of jury evalueert en rangschikt alle projecten.

De wetenschappelijke commissie of de jury kan aanbevelingen doen over het aan elk project toe te wijzen budget.

Het F.R.S.-FNRS beslist over de toewijzing en het budget van de aan elke kandidaat of elk project toegekende steun op basis van de vastgestelde rangschikking en de eventuele aanbevelingen in toepassing van § 4, 2°.

Afdeling 5. — Toezicht op het gebruik van de subsidie

Art. 44. § 1. De Regering benoemt een regeringscommissaris en een regeringsafgevaardigde voor de verschillende raden van bestuur van het F.R.S.-FNRS en de geassocieerde fondsen:

1° de regeringscommissaris wordt benoemd op voorstel van de minister bevoegd voor wetenschappelijk onderzoek. Deze controleert of het gebruik van de in artikel 24 bedoelde subsidie in overeenstemming is met dit decreet;

2° de regeringsafgevaardigde wordt benoemd op voorstel van de minister bevoegd voor begroting. Deze oefent dezelfde controlerende functie uit als de regeringscommissaris voor beslissingen met een budgettaire of financiële impact.

§ 2. De regeringscommissaris en de regeringsafgevaardigde worden uitgenodigd voor alle vergaderingen van de raad van bestuur en worden net als de leden tijdig op de hoogte gebracht van de agenda en alle gerelateerde documenten.

Zij zijn gemachtigd om alle documenten en informatie met betrekking tot het beheer van het F.R.S.-FNRS en de geassocieerde fondsen op te vragen, die zij nodig achten voor de uitvoering van hun mandaat.

§ 3. Behoudens speciaal gemotiveerde spoedeisende gevallen die ze aanvaarden, ontvangen de regeringscommissaris en regeringsafgevaardigde tien dagen voor de vergadering de volledige agenda alsook alle documenten met betrekking tot de punten die onder hun bevoegdheid vallen. Ze hebben het recht de dossiers op te vragen die voor die punten aan de beraadslagingen van de raad van bestuur worden voorgelegd.

De regeringscommissaris heeft bij de minister bevoegd voor wetenschappelijk onderzoek recht van beroep tegen elke beslissing van een van de raden van het F.R.S.-FNRS en de geassocieerde fondsen die hij in strijd acht met de wetten, decreten en besluiten of het algemeen belang.

De regeringsafgevaardigde heeft bij de minister bevoegd voor begroting recht van beroep tegen elke beslissing van een van de raden van bestuur van het F.R.S.-FNRS en de geassocieerde fondsen die hij in strijd acht met de wetten, decreten en besluiten of het algemeen belang.

Het in lid 2 en 3 bedoelde recht van beroep moet worden uitgeoefend binnen vijf kalenderdagen na de schriftelijke kennisgeving van de beslissing aan de regeringscommissaris of regeringsafgevaardigde.

Het beroep wordt gelijktijdig ter kennis gebracht van de voorzitter van de betrokken raad van bestuur.

De uitvoering van de beslissing wordt opgeschort door het in lid 2 en 3 bedoelde beroep.

Binnen dertig dagen na de kennisgeving van de instelling van beroep stelt de betrokken raad van bestuur de betrokken minister in kennis van zijn opmerkingen over het beroep.

Binnen dertig dagen na de ontvangst van de opmerkingen van de betrokken raad van bestuur kan de betrokken minister de beslissing herroepen. De betrokken minister stelt de voorzitter van de betrokken raad van bestuur daarvan in kennis.

In dat geval wordt de betrokken raad van bestuur tijdens de eerstvolgende vergadering op de hoogte gebracht van de beslissing. De raad dient alternatieve oplossingen aan de betrokken minister voor te stellen voordat een nieuwe beslissing wordt genomen.

§ 4. Het F.R.S.-FNRS verstrekt een jaarlijks activiteitenverslag waarin wordt gespecificeerd hoe de opdrachten zijn vervuld en waarin het resultaat van zijn acties bij de instellingen voor hoger onderwijs wordt gepresenteerd. Dit verslag wordt voorgelegd aan het Parlement.

Het activiteitenverslag vermeldt met name:

1° de middelen van het F.R.S.-FNRS;

2° voor elke categorie bedoeld in artikel 25:

- a) het aantal aanvragen;
- b) het aantal toekenningen;
- c) de bijbehorende kosten;
- d) het slaagpercentage per instelling;
- e) het slaagpercentage per gender;
- f) het percentage financiering door de Franse Gemeenschap;

3° de maatregelen die het F.R.S.-FNRS heeft genomen om een billijke financiering te garanderen voor de drie belangrijkste onderzoeksdomeinen, namelijk de humane en sociale wetenschappen, de biowetenschappen en de exacte en natuurwetenschappen.

Het door het F.R.S.-FNRS gevalideerde verslag wordt elk jaar eind maart beschikbaar gesteld in digitale versie en verzonden naar de administratie, voor de resultaten van het voorgaande jaar.

Op de website van het F.R.S.-FNRS wordt een vereenvoudigde versie gepubliceerd.

§ 5. De rekeningen van het F.R.S.-FNRS worden gecontroleerd door een externe accountant aangesteld uit de leden van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren.

HOOFDSTUK 4. — *Verspreiding en uitwisseling van kennis tussen onderzoekers en met het grote publiek*

Afdeling 1. — Bewustmaking rond wetenschap, technologie, techniek, kunst en wiskunde (STEAM)

Onderafdeling 1. — Organisatie van bewustmakingsevenementen rond wetenschappen en STEAM

Art. 45. De Regering kent jaarlijks een bedrag van 431.000 euro toe aan de organisatie van de "Printemps des Sciences".

Dit evenement is bedoeld om het belang van de wetenschap te promoten en de studies die worden aangeboden door instellingen voor hoger onderwijs in het wetenschappelijk domein en in het bijzonder rond STEAM, aantrekkelijker te maken.

Art. 46. Dat bedrag wordt verdeeld onder de instellingen voor hoger onderwijs tot een maximum van 71.000 euro voor de instelling die de organisatie van deze activiteit in het lopende jaar leidt. Het resterende bedrag, namelijk 360.000 EUR, wordt verdeeld overeenkomstig de uitgaven die zijn opgenomen in het in artikel 47 bedoelde gecoördineerd plan.

Art. 47. § 1. Jaarlijks wordt vóór 15 oktober van het jaar N-1 een gecoördineerd plan opgesteld voor het evenement "Printemps des Sciences".

Dat plan wordt opgesteld door de instellingen voor hoger onderwijs die deelnemen aan de organisatie van het evenement, de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap en de Franstalige onderzoekers van de Plantentuin van Meise en het Museum van Mariemont.

Het wordt ter informatie naar de minister bevoegd voor wetenschappelijk onderzoek gestuurd.

Het omvat de uit te voeren acties ter promotie van de wetenschappen en de studies in het wetenschappelijk domein en in het bijzonder rond STEAM, die door de instellingen voor hoger onderwijs worden aangeboden.

§ 2. Het plan specificeert ook voor elke instelling de kosten om het resterende saldo als bedoeld in artikel 46 te kunnen verdelen, namelijk:

1° personeelskosten met betrekking tot de personeelsleden van de instelling en de jobstudenten die zijn toegewezen aan de uitvoering van het project;

2° de kosten van de instrumenten en het materiaal die nodig zijn voor de uitvoering van het project;

3° de kosten van diensten van deskundigen en gelijkwaardige diensten die uitsluitend voor de uitvoering van het project worden gebruikt;

4° de kosten van materialen, leveringen en soortgelijke producten die rechtstreeks voortvloeien uit de uitvoering van het project;

5° de kosten voor de bekendmaking van de evenementen van het project, met een maximum van 71.000 euro, betaald aan de coördinator van het actieplan.

De in lid 1, 2° en 4° bedoelde kosten zijn beperkt tot de jaarlijkse afschrijvingskosten van de uitrusting, exclusief de aankoopprijs.

Art. 48. Het gecoördineerde plan moet vooraf worden goedgekeurd door een begeleidingscomité dat bestaat uit:

1° een vertegenwoordiger van de minister bevoegd voor wetenschappelijk onderzoek;

2° een vertegenwoordiger van de minister bevoegd voor hoger onderwijs;

3° een vertegenwoordiger van de minister bevoegd voor onderwijs;

4° een vertegenwoordiger van de administratie;

5° maximaal 5 vertegenwoordigers van de universiteiten, benoemd door de kamer van universiteiten van de ARES;

6° maximaal 4 vertegenwoordigers van de hogescholen, benoemd door de kamer van hogescholen van de ARES;

7° maximaal 4 vertegenwoordigers van de ESA's, benoemd door de kamer van kunsthogescholen van de ARES.

Vertegenwoordigers van de afdeling wetenschapsbeleid van de Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië en de Raad voor Wetenschapsbeleid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden uitgenodigd om deel te nemen aan het begeleidingscomité.

De vertegenwoordiger van de minister bevoegd voor wetenschappelijk onderzoek zit het begeleidingscomité voor.

Art. 49. De Regering specificeert de aard van de in aanmerking komende kosten.

De Regering stelt de modaliteiten vast voor de vereffening van de subsidie.

Onderafdeling 2. — Financiering van eenmalige bewustmakingsacties rond STEAM

Art. 50. Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kan de Regering aan elke STEAM-bewustmakingsactor subsidies toekennen voor projecten die tot doel hebben de overeenkomstige studies aantrekkelijker te maken en die erop gericht zijn:

- 1° te communiceren over de rol van STEAM in de wereld van vandaag;
- 2° jongeren aan te trekken voor studies en loopbanen in de STEAM-domeinen;
- 3° genderstereotypen te bestrijden.

Deze subsidies vormen steun in de zin van artikel 1, 3°.

De Regering stelt de begunstigden van de subsidie in kennis van het de-minimiskarakter van dergelijke steun en de begunstigden verstrekken de Regering volledige informatie over andere de-minimissteun die zij in de voorgaande drie jaar hebben ontvangen.

De Regering is bevoegd om de indieningsmodaliteiten van de subsidieaanvragen vast te stellen.

Art. 51. Een project komt in aanmerking als het aan elk van de volgende voorwaarden voldoet:

1° het wordt ingediend door een projectleider die een STEAM-bewustmakingsactor vertegenwoordigt met minstens één vestiging op het grondgebied van het Franstalig gewest of het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° het is hoofdzakelijk gericht op de communicatie over de rol van wetenschap en technologie in de wereld van vandaag of de aantrekkelijkheid van studies rond STEAM;

3° het is niet voorbehouden voor specialisten;

4° het bevat een beschrijving van de inhoud van de activiteit en de aanpak;

5° het vermeldt de profielen van de personen die met de uitvoering van het project zullen worden belast;

6° het bevat een werkplan met de werkalender en de beschrijving van de verschillende uit te voeren taken;

7° het bevat een financieel plan;

8° het bevat een communicatieplan.

Art. 52. De evaluatie van het project is gebaseerd op ten minste de volgende criteria:

1° de kwaliteit van de presentatie en opstelling van het project;

2° de geschiktheid van het personeel, met name in termen van diploma en beroepservaring, alsook de geschiktheid van de wetenschappelijke, technische en functionele omkadering die aan het project is toegewezen;

3° de ervaring van de in aanmerking komende bewustmakingsactor(en) met zowel het thema als met wetenschappelijke communicatie;

4° de geschiktheid van de middelen ten opzichte van het project;

5° de manier waarop rekening wordt gehouden met de genderfactor;

6° de verwachte impact op de doelgroep;

7° de kwaliteit van eventuele partnerschappen met andere actoren in de sector van wetenschappelijke en technische communicatie of loopbaanbegeleiding;

8° de aanpak waarin het project past: gerichte communicatie over de maatschappelijke bijdrage van wetenschap en techniek in relatie tot ieders specifieke interesses en waarden, alsook de vraag naar zingeving van jongeren, vertrekkende vanuit concrete wetenschappelijke en technische toepassingen, of gericht op het verbeteren van het imago van wetenschappelijke of technische loopbanen om deze toegankelijk en aantrekkelijk te maken voor het grote publiek;

9° de inter- of multidisciplinaire dimensie, in voorkomend geval met disciplines uit de humane en sociale wetenschappen of de kunsten;

10° de financiële regeling, in geval van meerdere financieringsbronnen.

Art. 53. In aanmerking komende kosten zijn:

1° de kosten van personeel met een arbeidsovereenkomst of interimcontract, voor zover dit personeel wordt ingezet voor de uitvoering van het project;

2° de kosten van de instrumenten en het materiaal die nodig zijn voor de uitvoering van het project;

3° de kosten van diensten van deskundigen en gelijkwaardige diensten die uitsluitend voor de uitvoering van het project worden gebruikt;

4° bijkomende overheadkosten die rechtstreeks voortvloeien uit de uitvoering van het project;

5° andere werkingskosten, zoals de kosten van materialen, leveringen en soortgelijke producten die rechtstreeks voortvloeien uit de uitvoering van het project;

6° de kosten voor de bekendmaking van het project.

Het deel dat niet door de subsidie wordt gedekt, kan met name worden gefinancierd door inkomsten die verband houden met het project, door andere openbare of particuliere interventies en door bijdragen in natura gewaardeerd tegen marktprijzen.

*Afdeling 2. — Financiering van de verspreiding en uitwisseling van kennis tussen collega's**Onderafdeling 1. — Financiering van reisbeurzen in het kader van een doctoraatsthesis*

Art. 54. De Regering kent de universiteiten jaarlijks een bedrag van 162.000 euro toe.

Dit bedrag wordt verdeeld over de universiteiten volgens de verdeelsleutel bepaald in artikel 8 van dit decreet.

De subsidie is bedoeld voor verblijven van middellange duur, d.w.z. van minimaal 2 maanden tot maximaal 6 maanden, in een gaststructuur buiten de Franse Gemeenschap, voor universitaire onderzoekers die een doctoraatsthesis voorbereiden.

Art. 55. § 1. De laureaten van de reisbeurzen worden binnen elke universiteit aangewezen door middel van een oproep tot kandidaten die openbaar wordt gemaakt op de website van de universiteit en waarin de evaluatie- en selectiecriteria en hun weging duidelijk worden weergegeven.

Elke universiteit stelt zijn eigen selectiekalender en zijn eigen procedures voor het indienen van de kandidaturen vast.

§ 2. In overeenstemming met de algemene criteria en de volgende weging stellen de universiteiten in onderling overleg de specifieke criteria vast aan de hand waarvan zij de door de kandidaten ingediende projecten gaan selecteren om ze te rangschikken. De projecten worden gerangschikt volgens de algemene criteria en de volgende weging zonder dat de totale weging van deze 3 criteria hoger is dan 100%:

1° het profiel van de kandidaat (tussen 30 en 40%);

2° het voorgestelde verblijfsproject (tussen 30 en 40%);

3° de impact voor de internationalisering van de universiteit (tussen 30 en 40%).

De beurzen worden verdeeld in de volgorde van rangschikking van de kandidaten, te beginnen met de hoogste gerangschikte, totdat het bedrag van de in artikel 54 bedoelde subsidie is opgebruikt.

Art. 56. De in artikel 54 bedoelde subsidie is bedoeld om de volgende subsidiabele kosten te dekken:

1° de inschrijvingsgelden (binnen een universiteit of onderzoekscentrum of voor symposia en seminars georganiseerd buiten de Franse Gemeenschap);

2° de vervoerskosten heen en terug tussen de woonplaats en de verblijfplaats;

3° de huisvestingskosten;

4° de kosten voor het verkrijgen van een visum.

Art. 57. De kandidaten moeten op het ogenblik van de indiening van de aanvraag regelmatig ingeschreven zijn voor het doctoraat, bij de universiteit die de oproep tot kandidaten doet. Ze mogen hun doctoraatsthesis niet verdedigen voor het einde van hun verblijf in het buitenland.

Het verblijf in het buitenland moet plaatsvinden tussen 1 mei van het academiejaar waarin de oproep tot kandidaten wordt gedaan en 12 september van het daaropvolgende academiejaar.

Laureaten mogen tijdens de voorbereiding van hun doctoraatsthesis slechts één reisbeurs zoals bedoeld in artikel 55 ontvangen. Kandidaten die geen reisbeurs gekregen hebben, mogen bij een volgende oproep opnieuw een kandidatuur indienen.

Art. 58. Het maximumbedrag dat per laureaat wordt toegekend is 4.000 euro voor een verblijf in een land van de Europese Unie en 5.000 euro voor een verblijf buiten de Europese Unie.

Art. 59. De universiteit dient de reisbeurs over te maken op de bankrekening van de weerhouden laureaten.

De betaling gebeurt in twee schijven:

1° de eerste schijf komt overeen met 70 procent van het bedrag van de beurs en wordt vereffend nadat de begunstigde een kopie heeft ingediend van het vervoerbewijs met als bestemming de gaststructuur;

2° de tweede schijf komt overeen met het saldo en wordt vereffend na overlegging van een verblijfsverslag en originele bewijsstukken. Het verblijfsverslag is bedoeld om te beoordelen in hoeverre de voor het verblijf gestelde doelen zijn bereikt.

De universiteiten bepalen in onderling overleg welke rubrieken in het verblijfsverslag moeten worden opgenomen om het bedrag van de toegekende reisbeurs te kunnen verantwoorden.

Onderafdeling 2. — Financiering voor deelname aan vergaderingen met collega's die actief zijn in onderzoek in het kader van hun onderzoekswerk

Art. 60. § 1. De Regering trekt jaarlijks 168.000 euro uit voor de financiering van de organisatie van vergaderingen of de deelname van onderzoekers aan vergaderingen die ontmoetingen en uitwisselingen met collega's mogelijk maken rond onderzoek dat ontwikkeld wordt in instellingen voor hoger onderwijs.

Om in aanmerking te komen voor de subsidie, moeten de vergaderingen bijdragen aan het delen en uitwisselen van kennis die het resultaat is van onderzoek. Deze vergaderingen moeten openbaar van aard zijn en kunnen face-to-face of op afstand worden georganiseerd. Ze moeten voorafgaand worden bekendgemaakt op een manier die is aangepast aan hun specificiteit.

De vergaderingen mogen in geen geval beperkt zijn tot de deelname van onderzoekers van één enkele instelling.

Activiteiten voor wetenschappelijke voorlichting, conferenties of shows zonder deskundig publiek komen niet in aanmerking.

Aan de in het eerste lid bedoelde vergaderingen kunnen belanghebbenden van buiten de instellingen voor hoger onderwijs die rechtstreeks bij het onderzoeksproces betrokken zijn, deelnemen.

§ 2. Het in § 1, eerste lid bedoelde bedrag wordt als volgt over de verschillende soorten begunstigten verdeeld:

1° € 6.000 voor alle ESA's;

2° € 15.000 voor alle hogescholen;

3° € 147.000 voor alle universiteiten.

Het bedrag bedoeld in § 2, eerste lid, 1° wordt toegekend aan een vereniging die tot doel heeft het onderzoek binnen de ESA's te bundelen.

Het bedrag bedoeld in § 2, eerste lid, 2° wordt toegekend aan een vereniging die tot doel heeft het onderzoek binnen de hogescholen te bundelen.

Het bedrag bedoeld in § 2, eerste lid, 3°, wordt verdeeld onder de universiteiten volgens de verdeelsleutel voorzien in artikel 8.

De in § 2, tweede en derde lid bedoelde verenigingen hebben als opdracht:

1° het onderzoek en de innovatie van de instellingen die zij vertegenwoordigen, promoten;

2° de netwerken van onderzoeksactoren van deze instellingen versterken, zoals docenten, onderzoekers en studenten;

3° de belangen van deze instellingen verdedigen;

4° de onderzoeksactoren van deze instellingen begeleiden bij het opzetten van projecten, het onderhandelen over onderzoeks- en ontwikkelingscontracten en het beschermen, exploiteren en valoriseren van de resultaten.

De verenigingen bedoeld in § 2, tweede en derde lid, en de universiteiten zijn respectievelijk verantwoordelijk voor het lanceren van een projectoproep voor de instellingen die zij vertegenwoordigen en voor de verdeling van de ontvangen subsidie onder de geselecteerde laureaten volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen 61 tot 66.

Art. 61. Elke onderzoeker die is tewerkgesteld in, verbonden aan of aangesteld binnen een instelling voor hoger onderwijs of door het F.R.S.-FNRS of de geassocieerde fondsen, komt in aanmerking voor de subsidie bedoeld in artikel 60, onder de volgende voorwaarden:

1° de kandidaat geeft een presentatie tijdens een vergadering zoals bedoeld in artikel 60;

2° de kandidaat is door de organisatoren van de vergadering uitgenodigd als presentator, moderator of voorzitter van de leerstoel of sessie;

3° de kandidaat is lid van het organiserend comité van de vergadering.

Met presentatie wordt een uiteenzetting bedoeld voor een groep onderzoekers tijdens een congres, seminarie of andere bijeenkomst, in de vorm van schriftelijke of mondelinge informatie.

Art. 62. Het hoofddoel van de in artikel 60 bedoelde vergadering is de verspreiding en uitwisseling van onderzoekskennis onder collega's.

Daarnaast kan de vergadering doelstellingen nastreven met betrekking tot de opleiding van onderzoekers.

Alle formele vormen van presentatie komen in aanmerking, afhankelijk van met name de wetenschappelijke disciplines en artistieke domeinen, het type onderzoek (fundamenteel, strategisch of toegepast wetenschappelijk onderzoek en kunstonderzoek) en het beoogde publiek (alleen collega's of ook gebruikers of burgers).

Vergaderingen die niet specifiek gericht zijn op voordelen voor de deelnemers, mogen in geen geval worden ondersteund in het kader van de in artikel 60 bedoelde financiering. Onder voordelen wordt verstaan een verbetering van de cognitieve en intellectuele vaardigheden en capaciteiten die een meerwaarde betekenen voor de verschillende aspecten van het onderzoeksberoep.

Art. 63. De in artikel 60 bedoelde vergaderingen zijn in de eerste plaats bedoeld voor een publiek van internationale onderzoekers, tenzij de nationale aard van de vergadering gerechtvaardigd is om wetenschappelijke, artistieke of technologische, economische, sociale en/of culturele redenen die verband houden met de betrokken onderzoeksinitiatieven.

Met internationaal publiek worden collega's bedoeld die actief zijn in onderzoek in verschillende landen buiten België.

Art. 64. De in artikel 60 bedoelde financiering is een forfaitair bedrag van 500 euro indien de vergadering plaatsvindt op het grondgebied van de Europese Unie of indien de vergadering op afstand wordt gehouden, en 1.500 euro indien de vergadering plaatsvindt buiten het grondgebied van de Europese Unie.

Art. 65. De in artikel 60 bedoelde financiering dekt de volgende kosten:

1° voor deelname aan de vergaderingen bedoeld in artikel 60: verblijfskosten, verplaatsingskosten voor werken en materialen, inschrijvingsgelden;

2° voor de organisatie van de vergaderingen bedoeld in artikel 60: secretariaats- en tolkkosten, kosten in verband met de materiële organisatie, met inbegrip van kosten voor de tentoonstelling van werken of de opvoering van voorstellingen;

3° voor deelname en organisatie: de productie van podcasts, het promotiemateriaal, de publicatie van akten met betrekking tot de vergadering indien ze rechtstreeks en vrij toegankelijk zijn in overeenstemming met het decreet van 3 mei 2018 betreffende het invoeren van een open access-beleid inzake wetenschappelijke publicaties.

De in artikel 60 bedoelde subsidie dekt niet het programma van sociale activiteiten dat mogelijk gekoppeld is aan de organisatie van de vergadering.

Art. 66. De universiteiten en de verenigingen bedoeld in artikel 60, § 2, tweede en derde lid doen een voorselectie en bezorgen de administratie shortlists van vergaderingen.

In geen geval mogen de voorstellen het toegekende budget vermeld in artikel 60 overschrijden.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor het verifiëren van de in de artikelen 60 tot 65 vastgestelde voorwaarden.

HOOFDSTUK 5. — *Onderzoekscoördinatieorganen binnen de instellingen voor hoger onderwijs*

Afdeling 1. — Universitaire onderzoeksraad

Art. 67. Voor de uitvoering van hun onderzoeksbeleid beschikken de universiteiten onder meer over de volgende financiële middelen:

1° een deel van de werkingstoelagen toegekend door de Franse Gemeenschap, op basis van de bepalingen van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen;

2° de subsidies toegewezen aan de universiteit of aan haar personeelsleden in het kader van de financieringen die zijn toegekend via de door het F.R.S.-FNRS beheerde fondsen;

3° de door de Franse Gemeenschap aan de universiteit toegekende subsidie in het kader van de speciale onderzoeksfondsen (FSR) en gezamenlijke onderzoeksacties (ARC);

4° de door de Franse Gemeenschap aan de universiteit toegekende subsidie voor de financiering van deelname aan vergaderingen voor uitwisselingen tussen onderzoekers in het kader van hun onderzoekswerk;

5° de door de Franse Gemeenschap aan de universiteit toegekende subsidie voor de financiering van reisbeurzen in het kader van een doctoraatsthesis;

6° andere onderzoeksfinanciering die rechtstreeks of onrechtstreeks aan de universiteit of haar personeelsleden wordt toegekend door de Franse Gemeenschap of andere Belgische of Europese overheidsinstanties;

7° de bedragen die afkomstig zijn van alle andere onderzoeksovereenkomsten die binnen de universiteit worden uitgevoerd, waaronder overeenkomsten met bedrijven, overheidsinstanties of internationale instanties, evenals prestaties voor derden;

8° de bedragen die niet worden gestort als bedrijfsvoorheffing ingevolge artikel 275/3 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen;

9° de bedragen die afkomstig zijn van de valorisatie van de resultaten en rechten die voortvloeien uit onderzoekswerken ten laste van een overheidsfinanciering;

10° de bedragen die afkomstig zijn van legaten en schenkingen bestemd voor onderzoek, de economische valorisatie van wetenschappelijk werk alsmede andere middelen bestemd voor onderzoek uit eigen inkomsten van de universiteit.

Art. 68. § 1. Binnen elke universiteit wordt een onderzoeksraad ingesteld.

§ 2. De universiteit stelt de modaliteiten van de samenstelling en werking van de onderzoeksraad vast, rekening houdend met de volgende regels:

1° de onderzoeksraad bestaat uit leden die een multidisciplinaire vertegenwoordiging vormen van het onderwijzend en wetenschappelijk personeel, met inbegrip van het wetenschappelijk personeel dat op basis van een extern contract in de universiteit werkzaam is. De leden van de onderzoeksraad die het wetenschappelijk personeel vertegenwoordigen, moeten de academische graad van doctor hebben;

2° niet meer dan twee derde leden van de onderzoeksraad is van hetzelfde gender;

3° de raad van bestuur of de academische raad wijst de voorzitter van de onderzoeksraad aan;

4° de regeringscommissaris of -afgevaardigde, benoemd in toepassing van artikel 1 van het decreet van 12 juli 1990 op de controle van de universitaire instellingen, en de afgevaardigde van de minister bevoegd voor begroting kunnen de vergaderingen van de onderzoeksraad bijwonen;

5° de algemeen bestuurder van de universiteit alsook de directeur van de onderzoeksafdeling van de universiteit kunnen de vergaderingen bijwonen met raadgevende stem.

Art. 69. § 1. De onderzoeksraad adviseert de raad van bestuur of de academische raad over het onderzoeksbeleid van de universiteit. De onderzoeksraad kijkt onder toezicht van de raad van bestuur toe op de algemene administratie van de onderzoeksmiddelen van de universiteit.

§ 2. De onderzoeksraad kan advies uitbrengen aan de raad van bestuur of aan het orgaan dat bij delegatie van de raad van bestuur namens de universiteit subsidies ontvangt en contracten sluit, over alle onderzoeksprojecten die de universiteit of de personeelsleden die er werkzaam zijn, voornemens zijn uit te voeren met de in artikel 67 bedoelde subsidies of andere financiële middelen, eventueel na de projectleider te hebben gehoord.

Het advies van de onderzoeksraad heeft betrekking op de impact van de voorgestelde projecten op het onderzoeksbeleid van de universiteit en op de kwaliteit van het onderzoeksproject, waaronder met name de onderzoeksomgeving, ethische vraagstukken of de toereikendheid van de middelen. Het kan bij het betreffende financieringsverzoek worden gevoegd.

§ 3. De raad van bestuur of het orgaan dat bij delegatie van de raad van bestuur namens de universiteit subsidies ontvangt en contracten sluit, kan de onderzoeksraad om advies vragen over de projecten die de universiteit of de personeelsleden die er werkzaam zijn, voornemens zijn uit te voeren met de in artikel 67 bedoelde financiële middelen.

§ 4. De onderzoeksraad doet voorstellen aan de raad van bestuur over de aanwending van de in artikel 67 bedoelde financiële middelen.

§ 5. De onderzoeksraad legt jaarlijks uiterlijk op 30 september aan de raad van bestuur of de academische raad een verslag voor van zijn activiteiten in het afgelopen kalenderjaar. Dat verslag bevat:

1° de in de universiteit uitgevoerde onderzoeksprogramma's en de daaraan toegewezen financiële middelen, ingedeeld naar de in artikel 67 opgesomde financiële middelen;

2° de door de universiteit getroffen regelingen om aan de vereisten van deze afdeling te voldoen;

3° de maatregelen die de universiteit heeft genomen om een billijke financiering te garanderen voor de drie belangrijkste onderzoeksdomeinen, namelijk de humane en sociale wetenschappen, de biowetenschappen en de exacte en natuurwetenschappen;

4° de verdeling van de baten die voortvloeien uit de valorisatie van de onderzoeksresultaten.

Na goedkeuring door de raad van bestuur en uiterlijk op 31 oktober wordt het verslag meegedeeld aan de minister bevoegd voor wetenschappelijk onderzoek en aan de administratie.

Art. 70. De onderzoeksraad staat de raad van bestuur van de universiteiten bij in het beheer van de bijzondere fondsen voor onderzoek en gezamenlijke onderzoeksacties.

Afdeling 2. — Onderzoekscöördinatiecel binnen de hogescholen

Art. 71. Voor de uitvoering van hun onderzoeksbeleid beschikken de hogescholen, naast het aandeel van hun algemene toelage dat zij ervoor aanwenden, over de volgende financiële middelen:

1° de subsidies die aan de instelling worden toegekend in het kader van het Onderzoeksfonds hogescholen;

2° andere onderzoeksfinanciering die rechtstreeks of onrechtstreeks aan de instelling of haar personeelsleden wordt toegekend door de Franse Gemeenschap of andere Belgische of Europese overheidsinstanties;

3° de aan de hogeschool toegekende subsidies voor de financiering van deelname aan vergaderingen voor uitwisselingen tussen onderzoekers in het kader van hun onderzoekswerk;

4° de bedragen die afkomstig zijn van alle andere onderzoeksovereenkomsten die binnen de instelling worden uitgevoerd, waaronder overeenkomsten met bedrijven of internationale instanties, evenals prestaties voor derden;

5° de bedragen die niet worden gestort als bedrijfsvoorheffing ingevolge artikel 275/3 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen;

6° de bedragen die afkomstig zijn van de valorisatie van de resultaten en rechten die voortvloeien uit onderzoekswerken ten laste van een overheidsfinanciering;

7° de bedragen die afkomstig zijn van legaten en schenkingen bestemd voor onderzoek, de economische valorisatie van wetenschappelijk werk alsmede andere middelen bestemd voor onderzoek uit eigen inkomsten van de hogeschool.

Art. 72. § 1. Binnen elke hogeschool wordt een onderzoekskoördinatieceel opgericht.

Twee of meer hogescholen kunnen samen één onderzoekskoördinatieceel oprichten.

§ 2. Het bestuursorgaan van de hogeschool stelt de modaliteiten vast voor de samenstelling en werking van de onderzoekskoördinatieceel of sluit een overeenkomst met een of meer andere hogescholen, rekening houdend met de volgende regels:

1° de onderzoekskoördinatieceel bestaat uit leden die een multidisciplinaire vertegenwoordiging vormen van het onderwijzend personeel dat onderzoeksactiviteiten uitvoert;

2° niet meer dan twee derde leden van de onderzoekskoördinatieceel is van hetzelfde gender;

3° de onderzoekskoördinatieceel wordt voorgezeten door een directeur-generaal of zijn/haar afgevaardigde.

Art. 73. § 1. De onderzoekskoördinatieceel adviseert het bestuursorgaan van de hogeschool over het onderzoeksbeleid van de hogeschool. De cel kijkt onder toezicht van het bestuursorgaan van de hogeschool toe op de algemene administratie van de onderzoeksmiddelen van de hogeschool.

§ 2. De onderzoekskoördinatieceel kan het bestuursorgaan van de hogeschool adviseren over alle onderzoeksprojecten die de hogeschool of de personeelsleden die er werkzaam zijn, voornemens zijn uit te voeren met de in artikel 71 bedoelde subsidies of andere financiële middelen, eventueel na de projectleider te hebben gehoord.

Het advies van de onderzoekskoördinatieceel heeft betrekking op de impact van de voorgestelde projecten op het onderzoeksbeleid van de hogeschool en op de kwaliteit van het onderzoeksproject, waaronder met name de onderzoeksomgeving, ethische vraagstukken of de toereikendheid van de middelen. Het kan bij het betreffende financieringsverzoek worden gevoegd.

§ 3. De bestuursorganen van de hogeschool of het orgaan dat handelt bij delegatie van de bestuursorganen van de hogeschool, kunnen advies vragen aan de onderzoekskoördinatieceel over de projecten die de hogeschool of de personeelsleden die er werkzaam zijn, voornemens zijn uit te voeren met de in artikel 71 bedoelde financiële middelen.

§ 4. De onderzoekskoördinatieceel legt jaarlijks uiterlijk op 31 augustus aan de bestuursorganen van de hogeschool een verslag voor van zijn activiteiten in het afgelopen kalenderjaar.

Dat verslag bevat:

1° een analyse van de onderzoeksactiviteiten die aan de hogeschool worden uitgevoerd;

2° de in de hogeschool uitgevoerde onderzoeksprogramma's en de daaraan toegewezen personeelsleden en financiële middelen, ingedeeld naar de in artikel 71 opgesomde financiële middelen;

3° een overzichtstabel van het aantal personeelsleden dat in aanmerking komt voor een vrijstelling van het storten van de voorheffing;

4° de verdeling van de baten die desgevallend voortvloeien uit de valorisatie van de onderzoeksresultaten.

Na goedkeuring door het bestuursorgaan van de hogeschool wordt het verslag meegedeeld aan de minister bevoegd voor wetenschappelijk onderzoek en aan de administratie.

TITEL III. — *INTERNATIONAAL ONDERZOEK - FINANCIERING VAN DE "EUROPACELLEN"*

Art. 74. De Regering kent jaarlijks een subsidie van 5 miljoen euro toe voor:

1° de aanwerving van professionals die de specificiteit van de Europese programma's en projecten begrijpen en onderzoeksprojecten kunnen opzetten;

2° activiteiten in verband met de opleiding voor en de voorbereiding, indiening, onderhandeling en promotie van een onderzoeksproject dat wordt ingediend of opnieuw wordt ingediend bij een internationale of supranationale instelling of instantie om financiering of erkenning te verkrijgen.

Daartoe worden "Europacellen" opgericht, die de onderzoekers steunen bij de monitoring, informatie, opstelling en uitvoering van programma's en projecten die door de Europese Commissie worden gefinancierd.

Elke universiteit richt een interne "Europacel" op die ten minste overeenkomt met één voltijdsequivalent.

Voor de hogescholen wordt een gemeenschappelijke "Europacel" opgericht, die ten minste overeenkomt met twee voltijdsequivalenten. Die cel is gevestigd binnen een instantie die tot doel heeft het onderzoek binnen de hogescholen en de bijbehorende onderzoekscentra te bundelen en die alle hogescholen en de bijbehorende onderzoekscentra samenbrengt. Deze instantie heeft de volgende opdrachten:

1° het onderzoek en de innovatie afkomstig van de hogescholen en de bijbehorende onderzoekscentra promoten;

2° de netwerken van onderzoeksactoren van hogescholen en de bijbehorende onderzoekscentra versterken;

3° de belangen van de hogescholen en de bijbehorende onderzoekscentra verdedigen en hen vertegenwoordigen op het vlak van innovatie, onderzoek en ontwikkeling;

4° partners bewustmaken rond onderzoek aan hogescholen;

5° de onderzoeksactoren van de hogescholen begeleiden bij het opzetten van projecten, het onderhandelen over onderzoeks- en ontwikkelingscontracten en het beschermen, exploiteren en valoriseren van de resultaten;

6° bijdragen aan de permanente vorming van onderzoekers en docenten over onderwerpen die verband houden met onderzoek.

Universiteiten en hogescholen zetten specifieke bewustmakingsacties op voor vrouwen om hen aan te moedigen deel te nemen aan programma's en projecten die door de Europese Commissie worden gefinancierd.

Het werkingsbudget om de in lid 1, 2° genoemde acties uit te voeren, wordt verdeeld over de Europacellen volgens het aantal onderzoekers binnen de instellingen die van elke Europacel afhangen en het aantal dossiers dat bij de Europese instanties is ingediend volgens de op Europees niveau gepubliceerde statistieken. Het bedrag dat aan elke cel wordt toegekend, moet echter minstens 190.000 euro bedragen.

De Regering bepaalt de sleutel voor de verdeling van de subsidie onder de begunstigden.

Art. 75. De in artikel 74 bedoelde subsidie wordt toegekend aan instellingen voor hoger onderwijs of aan verenigingen die zijn opgericht om het onderzoek van deze instellingen te bundelen en te promoten.

Art. 76. De volgende subsidiabele kosten worden gedekt door de in artikel 74 bedoelde subsidie:

1° de inzet van externe deskundigen voor de screening van mobiliseerbare Europese financiële instrumenten, het zoeken naar partners, de evaluatie van profielen en dossiers, coaching, proeflezing of vertaling van projecten, begeleiding bij de uitvoering;

2° de oprichting binnen de instelling voor hoger onderwijs van een instrument om zich geheel of gedeeltelijk te bevrijden van zijn last of een deel van zijn onderwijslast om Europese projectvoorstellen te kunnen opstellen of coördineren;

3° ondersteuning van excellentieprojecten die voor financiering door de Europese Commissie zijn geselecteerd maar bij gebrek aan middelen niet kunnen worden gefinancierd;

4° financiële aanvulling op opleidings- en mobiliteitsprojecten voor onderzoekers die niet het volledige salaris van de onderzoekers of het vierde jaar van de doctoraatsopleiding dekken;

5° financiering gedurende maximaal twee jaar voor internationale of nationale onderzoekers die in bepaalde oproepen een "Seal of Excellence" hebben behaald, om hen in staat te stellen een verbeterd voorstel in te dienen;

6° cofinanciering van Europese projecten waar onderzoek bij komt kijken en die gefinancierd worden door andere directoraten-generaal van de Europese Commissie dan het DG Onderzoek;

7° advies- en mobiliteitskosten van onderzoekers tijdens vergaderingen over het opzetten van een Europees project;

8° het instellen van een instrument binnen de instelling voor hoger onderwijs voor kandidaten voor onderzoeksprojecten gefinancierd door de Europese Onderzoeksraad die door de interviewfase zijn geraakt of voor kandidaten die voor het eerst een Europees project indienen als coördinator;

9° de organisatie van gespecialiseerde seminaries voor de opleiding van onderzoekers en hun teams over het schrijven en beheren van Europese projecten;

10° de financiering van verblijven en verplaatsingen naar universiteiten voor internationale kandidaten die de indiening voorbereiden van een onderzoeksproject gefinancierd door de Europese Onderzoeksraad of een internationaal mobiliteitsproject onder de Marie Skłodowska-Curie Actions voor onderzoekers of buitenlandse partners die deelnemen aan de opstelling van een projectvoorstel voor de Marie Skłodowska-Curie Actions (MSCA) voor de opleiding van doctoraatsstudenten binnen een innovatief netwerk in de Franse Gemeenschap;

11° zichtbaarheidsacties voor Europese laureaten die actief zijn in de Franse Gemeenschap;

12° internationale bekendmaking van onderzoeksbetrekkingen die gefinancierd worden door Europese overheids-subsidies;

13° alle andere uitgaven die rechtstreeks verband houden met de doelstellingen van de "Europacel", met de uitdrukkelijke toestemming van de administratie.

TITEL IV. — ALGEMENE BEPALINGEN EN VOORWAARDEN VOOR HET TOEKENNEN VAN SUBSIDIES

Art. 77. In het kader van dit decreet gesteunde onderzoeksprojecten moeten een nul- of positief effect hebben op de door de lidstaten van de Verenigde Naties vastgestelde en in de Agenda 2030 samengebrachte duurzame-ontwikkelingsdoelstellingen.

Wanneer onderzoekers zich moeten verplaatsen, dienen ze de voorkeur te geven aan carpoolen of het openbaar vervoer zoals de trein. Het vliegtuig kan in aanmerking worden genomen als de reistijd langer is dan 5 uur.

Art. 78. Wanneer instellingen voor hoger onderwijs of het F.R.S.-FNRS een wetenschappelijke jury of een wetenschappelijke commissie instellen om steunaanvragen die worden gefinancierd met door de Franse Gemeenschap toegekende subsidies te onderzoeken en rangschikken, zien zij erop toe dat niet meer dan twee derde van de leden in deze jury of wetenschappelijke commissie van hetzelfde gender is.

Van de in lid 1 genoemde verplichting kan worden afgeweken voor onderzoeksdomeinen waarin het aandeel onderzoekers van hetzelfde gender lager is dan 33% of wanneer kan worden aangetoond dat verschillende leden van het ondervertegenwoordigde gender zijn gevraagd om deel te nemen aan de jury of commissie teneinde het quotum van twee derde van de leden van hetzelfde gender te respecteren.

Art. 79. Bij het gebruik van de financiële middelen die hun krachtens dit decreet ter beschikking worden gesteld, verbinden de instellingen voor hoger onderwijs en het F.R.S.-FNRS zich ertoe de algemene beginselen en basisvoorwaarden toe te passen overeenkomstig de aanbeveling van de Europese Commissie van 11 maart 2005 betreffende het Europese Handvest voor Onderzoekers en betreffende een Gedragscode voor de Rekrutering van Onderzoekers, die van toepassing is op werkgevers en financiers.

Wanneer instellingen voor hoger onderwijs en het F.R.S.-FNRS begunstigden zijn van krachtens dit decreet toegekende subsidies, vermelden zij de steun van de Franse Gemeenschap in al hun mededelingen over initiatieven en activiteiten, bijvoorbeeld in persberichten en op hun website.

De instellingen voor hoger onderwijs en het F.R.S.-FNRS voorzien de nodige instrumenten om een evenwicht te bewaren tussen financiering gewijd aan humane wetenschappen, gezondheid en natuurlijke en exacte wetenschappen.

Art. 80. Aan het begin van elke selectie- of promotiecommissie in het kader van het gebruik van uit dit decreet voortvloeiende financiële middelen, informeren de instellingen voor hoger onderwijs en het F.R.S.-FNRS de leden van die commissie over de impliciete gendervertekeningen.

Art. 81. Bij het gebruik van uit dit decreet voortvloeiende financiële middelen houden de instellingen voor hoger onderwijs en het F.R.S.-FNRS rekening met het genderevenwicht onder de academici die worden uitgenodigd voor evenementen, conferenties en academische panels.

Art. 82. Activiteiten of aanvragen voor financiële steun waarvoor subsidies zijn ontvangen op grond van dit decreet, komen niet in aanmerking voor subsidies toegekend door de Franse Gemeenschap of door enige andere autoriteit indien dit resulteert in een dubbele subsidiëring van dezelfde uitgaven voor deze activiteiten.

Art. 83. Artikel 82 is niet van toepassing op de cumulatie van subsidies die voortvloeien uit Belgische wettelijke of reglementaire bepalingen, overeenkomsten tussen de federale Staat en Belgische deelstaten, overeenkomsten tussen Belgische deelstaten of internationale of supranationale overeenkomsten. In dat geval mag het totaal van de subsidies niet hoger zijn dan 100 procent van de door de begunstigde gemaakte kosten.

TITEL V. — EVALUATIE VAN DIT DECREET

Art. 84. De Regering laat om de twee jaar een externe evaluatie van de uitvoering van dit decreet uitvoeren.

De evaluatie wordt opgesteld in de vorm van een verslag dat aan de Regering wordt voorgelegd.

Binnen drie maanden na ontvangst van het verslag bezorgt de Regering het ter informatie aan het Parlement.

TITEL VI. — OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN

Art. 85. In artikel 24, lid 5 worden de woorden "fonds Excellence of Science (EOS)" vervangen door de woorden "Fonds de la recherche fondamentale stratégique (FRFS)".

Art. 86. In artikel 25, lid 1, 2° worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "46.904.000 euro" worden vervangen door de woorden "46.476.000 euro";

2° a) wordt als volgt vervangen: "a) individuele en collectieve onderzoeksprojecten, mandaten voor wetenschappelijke promotie, onderzoekskredieten: 25.200.000 euro, waarvan 4 miljoen bestemd is voor collaboratief onderzoek met de Vlaamse gemeenschap en 5 miljoen voor interdisciplinair onderzoek met als doel duurzame ontwikkeling beter te integreren in wetenschappelijk onderzoek."

3° in e) worden de woorden "Fonds Excellence of Science (EOS): 15.428.000 euro" vervangen door de woorden "Fonds de la recherche fondamentale stratégique (FRFS): 6.000.000 euro".

Art. 87. Hoofdstuk 3, afdeling 2, onderafdeling 4 wordt als volgt vervangen:

"Onderafdeling 4 - Fonds de la recherche fondamentale stratégique

Art. 37. Strategisch fundamenteel onderzoek verwijst naar elk wetenschappelijk onderzoek dat geen onmiddellijke toepassing nastreeft.

Het F.R.S.-FNRS bepaalt in samenspraak met de Regering het thema van de CHANGE-project- of -kandidaatoproepen.

Art. 38. Het Fonds de la Recherche fondamentale stratégique (FRFS) heeft boekhoudkundige autonomie en een raad van bestuur.

De raad van bestuur van het Fonds de la Recherche fondamentale stratégique (FRFS) stelt het reglement vast met betrekking tot de toekenning van de onderzoeksprojecten, met name de voorwaarden voor subsidiabiliteit, selectie en evaluatie van de projecten.

Art. 39. De raad van bestuur van het Fonds de la Recherche fondamentale stratégique (FRFS) stelt jaarlijks een verslag op over zijn activiteiten en zijn aanwending van de door de Franse Gemeenschap ter beschikking gestelde middelen."

Art. 88. In artikel 7 van het decreet van 3 mei 2018 betreffende het invoeren van een open access-beleid inzake wetenschappelijke publicaties worden de woorden "voor de evaluatie van de publicatie van de onderzoekers, op straffe van nietigheid, de lijsten in aanmerking gegeneerd op basis van het institutionele digitale archief volgens het model dat aangepast is aan de specifieke context met uitsluiting van elke andere lijst." vervangen door "voor de evaluatie van wetenschappelijke artikelen gepubliceerd door onderzoekers, op straffe van nietigheid, de lijsten in aanmerking die zijn gegeneerd op basis van het institutionele digitale archief en waarvan de volledige tekst in open access beschikbaar is in het archief, volgens het model dat aangepast is aan de specifieke context met uitsluiting van elke andere lijst, indien nodig binnen de termijnen gedefinieerd door het decreet, namelijk zes maanden voor een publicatie op het gebied van de wetenschappen, de technieken en de mens- of diergeneeskunde en twaalf maanden op het gebied van mens- en sociale wetenschappen."

Art. 89. In artikel 5 van het decreet van 7 november 2013 wordt de eerste paragraaf als volgt vervangen:

"§ 1. Het fundamenteel wetenschappelijk onderzoek heeft betrekking op experimentele of theoretische onderzoeksactiviteiten, die voornamelijk worden ondernomen om nieuwe kennis te verwerven over de grondslagen van verschijnselen en waarneembare feiten, zonder een specifieke toepassing of aanwending te beogen. Het wordt in de universiteiten georganiseerd. Het toegepast wetenschappelijk onderzoek heeft betrekking op originele onderzoeksactiviteiten die worden ondernomen om nieuwe kennis op te doen en voornamelijk gericht zijn op een specifiek praktisch doel of specifieke doelstelling. Het wordt uitgevoerd om het mogelijke gebruik van de resultaten van fundamenteel onderzoek te bepalen, of om nieuwe methoden of modaliteiten vast te stellen met het oog op het bereiken van a priori bepaalde en vastgelegde doelen. Het gaat erom rekening te houden met bestaande kennis en deze te verdiepen om concrete problemen op te lossen.

De resultaten van toegepast onderzoek zijn in eerste instantie bedoeld om toepasbaar te zijn op producten, bewerkingen, methoden of systemen. Het wordt zowel in universiteiten als in hogescholen georganiseerd.

Experimentele ontwikkeling bestaat uit systematische activiteiten op basis van kennis uit onderzoek en praktijkervaring en het produceren van nieuwe technische kennis die kan leiden tot nieuwe producten of processen of het verbeteren van bestaande producten of processen. Het op punt stellen van nieuwe producten of processen wordt gekwalificeerd als experimentele ontwikkeling als het voldoet aan de criteria die kenmerkend zijn voor onderzoeks- en ontwikkelingsactiviteiten. Het wordt beoefend in universiteiten en hogescholen. Een "product" is een goed of dienst.

Om onderzoek op het gebied van kunst te definiëren en daarbij zijn eigenheid en onafhankelijkheid in zijn methoden te erkennen, worden drie modaliteiten onderscheiden:

1° onderzoek over kunst: wordt uitgevoerd door universitaires of door kunstenaars in samenwerking met universitaires. Het omvat de studie van artistieke expressie (musicologie, kunstgeschiedenis, theaterstudies, mediastudies, literatuur enz.) en omvat ook conserverings- en restauratieactiviteiten. Het wordt beoefend in universiteiten en kunsthogescholen (ESA's) en in wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap volgens historische, sociologische, etnologische, filosofische en andere kritische methoden;

2° onderzoek in kunst: behandelt complexe en kritische kwesties in de artistieke domeinen. Het wordt uitgevoerd door kunstenaars-onderzoekers volgens methoden waarbij kunst een fundamentele rol speelt in een of alle stadia van het onderzoeksproces. Kunst kan in verschillende stadia van het onderzoek worden gebruikt als materiaal voor de onderzoeker: formulering van het probleem, aard van de gemobiliseerde of geproduceerde gegevens, analyse en interpretatie of verspreiding en valorisatie van het onderzoek.

Het wordt voornamelijk beoefend in ESA's, al dan niet in samenwerking met universiteiten, hogescholen of wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap. De communicatie van de verkregen resultaten kan gebeuren in artistieke verspreidingsformaten, zoals voorstellingen, tentoonstellingen, literaire, geluids- of visuele realisaties, al dan niet vergezeld van een academische productie;

3° onderzoek naar artistieke expressie en creatie: houdt rechtstreeks verband met de artistieke praktijk en is inherent aan elke vorm van reflectie in de context van artistieke expressie en creatie. Het richt zich op educatieve, maatschappelijke of filosofische doelstellingen en bestaat uit het creëren van nieuwe goederen, praktijken, perspectieven of kennis binnen de kunsten, om zo bij te dragen aan zowel kunst als innovatie en te voldoen aan de behoeften van auteurs en kunstenaars. Het wordt over het algemeen georganiseerd in ESA's."

Art. 90. In artikel 39bis, § 1, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 6 wordt punt 2° vervangen door hetgeen volgt: "2° subsidies toegekend aan het Fonds national de la recherche scientifique en de geassocieerde fondsen door andere entiteiten dan de Franse Gemeenschap";

2° in lid 6 wordt punt 3° vervangen door hetgeen volgt: "3° elk onderzoeksproject gefinancierd door de Franse Gemeenschap";

3° in lid 6 worden de punten 4° en 5° ingetrokken.

Art. 91. Worden ingetrokken:

1° het decreet van 30 januari 2014 betreffende de financiering van onderzoek in de universiteiten;

2° artikel 21 septies van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen;

3° het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het onderzoek door het Fonds national de la Recherche scientifique;

4° artikelen 63 tot 64 van het decreet van 3 mei 2019 houdende diverse maatregelen betreffende het Hoger Onderwijs en het Onderzoek;

5° artikelen 98 tot 110 van het decreet van 20 juli 2022 houdende diverse bepalingen inzake hoger onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en wetenschappelijk onderzoek;

6° artikelen 116 tot 118 van het Programmadecreet van 14 juli 2021 houdende verschillende maatregelen inzake de bestrijding van de coronacrisis, het Europees herstelplan, de Kansengelijkheid, de Schoolgebouwen, Wallonie-Bruxelles Enseignement, de Vrouwenrechten, het Hoger Onderwijs, het Wetenschappelijk Onderzoek, de Non-profitsector, het Onderwijs en de Begrotingsfondsen;

7° het koninklijk besluit van 14 juni 1978 houdende instelling van een onderzoeksraad aan de universitaire instellingen.

Art. 92. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2025 met uitzondering van artikelen 85 tot 87. De Regering stelt de inwerkingtreding van artikelen 85 tot 87 vast.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 april 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-president en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

De Vice-president en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
Fr. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 684-1 – Amendement(en) in de commissie, nr. 684-2 – Verslag van de commissie, nr. 684-3 – Tekst aangenomen binnen de commissie, nr. 684-4 – Tekst aangenomen in plenaire vergadering, nr. 684-5

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming – Zitting van 3 april 2024.